

# Sommaire

<b>A - EXPOSE GENERAL DES MOTIFS.....</b>	<b>I à VI</b>
<b>B - EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE.....</b>	<b>1 à 11</b>
Liste des articles.....	2
<i>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE.....</i> <i>FINANCIER</i>	3 à 5
<i>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS</i> <i>DIVERSES.....</i>	6 à 11
<b>C - TABLEAUX RECAPITULATIFS .....</b>	<b>12 à 38</b>
<b>(Annexés à l'exposé des motifs par article)</b>	
<b>Budget Général</b>	
1 Recettes .....	14 à 16
2 Dépenses	
• Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances initiale 2012 et ceux prévus dans la loi de finances rectificative 2012 .....	17 à 34
• Observations générales sur l'évolution des dépenses.....	35 à 36
• Déficit standard .....	37 à 38
<b>D - PROJET DE LOI .....</b>	<b>39 à 65</b>
Projet de loi.....	39 à 43
Annexes législatives	
➤ Annexe 1: prévision de ressources par article, paragraphe et lignes	45 à 46
➤ Annexe 3 : Réévaluation des services votés .....	47 à 58
➤ Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles par pouvoir public ou ministère et par titre	59
➤ Annexes 5 : Répartition des crédits de paiement et des révisions de tirages par Pouvoir Public ou Ministère et par titre	60 à 63
➤ Annexe 5 bis : Financement des dépenses d'Investissement	64
➤ Annexes 8 bis : Services de la dette extérieure et de la dette intérieure	65

# **A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS**

## **Exposé général des motifs**

En application des dispositions des articles 4 et 35 de la loi n°2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, le projet de la première loi de finances rectificative pour l'année 2012 a pour objet de :

- mettre en conformité le plafond des dépenses du budget général au nouveau cadrage budgétaire révisé qui a connu une hausse de 107,34 milliards de francs CFA par rapport à la loi de finances initiale 2012. Cette augmentation se décompose comme suit :
  - o 17,63 milliards de francs CFA pour les dépenses ordinaires et ;
  - o 89,71 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital ;
- procéder à un réaménagement des allocations budgétaires pour :
  - o prendre en compte les moins values de recouvrement de recettes fiscales et non fiscales évaluées à 53,6 milliards de francs CFA;
  - o dégager des crédits d'un montant de 34,2 milliards francs CFA nécessaires à la subvention des intrants agricoles (semences et engrais) de la campagne agricole 2012/2013;
  - o rendre disponibles les crédits d'un montant de 27 milliards de francs CFA au titre de la dotation budgétaire du Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE) pour poursuivre l'exécution du programme d'investissement dans le sous secteur de l'électricité, conformément au chronogramme retenu ;
- prendre en compte, le financement extérieur additionnel d'un montant de 30 milliards de francs CFA accordé par les partenaires techniques et financiers (PTF) pour :
  - o la mise en œuvre du programme d'urgence d'appui au monde rural en vivres de soudure ;
  - o la prise en charge de la lutte contre malnutrition ;
- revoir à la hausse les prévisions de tirages des projets des sous-secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des infrastructures routières et de l'élevage pour un montant de 63,4 milliards de francs CFA;
- prendre en charge la mesure prise par le Gouvernement de réduire les prix des denrées de première nécessité afin de soulager les populations ;
- réduire de manière drastique le « train de vie » de l'Etat en éliminant les dépenses insuffisamment productives avec notamment la modulation de 45% des crédits de fonctionnement disponibles au premier trimestre 2012, la suppression de directions et d'agences et la rationalisation des dépenses permanentes (eau, électricité, téléphone);
- procéder à des réaménagements de certaines dotations budgétaires ouvertes par la loi de finances initiale pour l'année 2012, suite à l'application du décret n°2012-543 du 24 mai 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des

- sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères;
- soumettre à la formalité de la ratification, prévue par les articles 12 et 35 de la loi organique évoquée ci-dessus, les décrets d'avances pris.

Globalement, les ressources du présent projet de loi de finances rectificative 2012 sont arrêtées au montant de 2407,516 milliards de francs CFA alors que les charges se chiffrent à un montant de 2452,126 milliards de francs CFA. Il en résulte un déficit de l'ordre de **44,610 milliards** de francs CFA.

S'agissant des ressources du Budget Général, elles sont arrêtées au montant de 2329,6 milliards de francs CFA contre 2221,37 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2012, soit un accroissement net d'un montant de 108,23 milliards de francs CFA.

Cet accroissement provient de la hausse des emprunts pour un montant de 55,83 milliards de francs CFA, des dons budgétaires d'un montant de 12,7 milliards de francs et des ressources extérieures d'un montant de 93,4 milliards de francs CFA ; ainsi qu'une baisse d'un montant de 53,6 milliards de francs CFA des recouvrements.

Cette baisse des recouvrements est imputable principalement aux impôts indirects qui passent de 1016,9 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2012 à 965,1 milliards de francs CFA dans le présent projet de loi de finances rectificative, soit 51,8 milliards en valeur absolue et 5,09% en valeur relative.

Le montant des emprunts a été revu à la hausse passant ainsi de 301,37 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2012 à 357,2 milliards de francs CFA dans le projet de la première loi de finances rectificative, soit une hausse de 55,83 milliards de francs CFA en valeur absolue et 18,53% en valeur relative.

Les dons budgétaires (dons programmes) sont passés de 19 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale à 31,7 milliards de francs CFA dans le présent projet de loi, soit une hausse de 12,7 milliards de francs CFA en valeur absolue et 66,84% en valeur relative, en raison de la prise en compte des appuis budgétaires de l'Union européenne.

Les prévisions de tirage sur ressources extérieures ont été également revues à la hausse passant de 323 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale à 416,4 milliards de francs CFA dans le projet de la première loi de finances rectificative ; soit une hausse de 93,4 en valeur absolue et 28,92% en valeur relative.

Quant aux dépenses du Budget général, elles enregistrent une hausse de 107,34 milliards de francs CFA passant de 2266,87 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale à 2374,21 milliards de francs CFA dans le présent projet de loi.

Cette hausse résulte de la progression des dépenses en capital sur ressources externes d'un montant de 93,4 milliards de francs CFA, des autres dépenses courantes pour un montant de 2,3 milliards de francs CFA, des dépenses de personnel pour un montant de 6,5 milliards de francs CFA, de la dette publique pour un montant de 8,83 milliards de francs CFA. Elle est atténuée par le repli des dépenses d'investissement sur ressources internes pour un montant de 3,69 milliards de francs CFA.

En ce qui concerne les autres dépenses courantes, l'augmentation découle de l'inscription de crédits supplémentaires pour la prise en charge de la compensation tarifaire de l'électricité pour un montant de 30 milliards sur un global de 105 milliards (dont 70 milliards de ressources budgétaires) et de la subvention aux ménages d'un montant de 8 milliards. En outre, un effort interne de réduction des crédits de fonctionnement d'un montant de 35,7 milliards a été fait. Les dépenses concernées par cette baisse sont :

- Les achats de biens et services pour un montant de 21,476 milliards de francs CFA ;
- Les subventions et transferts courants pour un montant de 10,023 milliards de francs CFA ;
- Les provisions et imprévus pour un montant de 3,497 milliards de francs CFA ;
- Les acquisitions et grosses réparations pour un montant de 0,704 milliards de francs CFA.

Ainsi, l'enveloppe des autres dépenses courantes (fonctionnement et transferts courants) passe de 644,5 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2012 à **646,8** milliards de francs CFA.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, elles s'élèvent à **920,700** milliards de francs CFA, soit une hausse de 89,71 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 10,8% en valeur relative comparativement à la loi de finances initiale 2012 où le montant était arrêté à 830,99 milliards de francs CFA. La répartition se présente comme suit :

- 504,3 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital financées sur ressources internes (crédits de paiement), soit 54,8% des investissements publics. Elles connaissent ainsi une baisse de 3,69 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 0,73% en valeur relative en comparaison aux dépenses sur ressources internes d'un montant de 507,99 milliards de francs CFA de la loi de finances initiale 2012 ;

- 416,4 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital financées sur ressources extérieures, soit 45,2% des investissements publics. Les dépenses sur financement extérieur connaissent une augmentation de 93,4 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 28,9% en valeur relative par rapport à la loi de finances initiale 2012 où elles étaient programmées à 323 milliards de francs CFA.

Les modifications apportées sur les dépenses en capital par rapport à la loi de finances initiale 2012 concernent essentiellement des réaménagements budgétaires et le financement extérieur.

S'agissant des réaménagements budgétaires, ils portent sur des crédits d'un montant de 61,2 milliards de francs CFA et relatifs principalement aux prélèvements sur les opérations suivantes :

- dépenses imprévues (réserve de gestion) pour un montant 10,3 milliards de francs CFA, et crédits de projets et programmes pour un montant de 27,9 milliards de francs CFA dont l'exécution peut valablement être différée sur les gestions futures sans influencer négativement sur la croissance économique ;
- tronçon du prolongement de l'autoroute de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) à Mbour et Thiès d'un financement partiel de 23 milliards de francs CFA dont la réalisation est suspendue au profit de la priorisation du tronçon du prolongement de l'autoroute de Diamniadio à AIBD.

Lesdits réaménagements budgétaires sont ainsi destinés à la dotation budgétaire du FSE et au programme agricole 2012/2013 selon les justifications ci-après :

- Dotation budgétaire du FSE

La dotation budgétaire du Fonds Spécial de Soutien du Secteur de l'Energie (FSE) à hauteur de 27 milliards FCFA revêt un caractère urgent et prioritaire pour faire face aux besoins de financement complémentaire dans le sous-secteur de l'électricité.

- Programme agricole 2012/2013

La campagne agricole 2011/2012 est caractérisée d'une part, par une baisse importante de la production agricole nationale en raison principalement de l'installation tardive de l'hivernage, des pauses pluviométriques assez longues, des arrêts précoces des pluies en certains endroits et d'autre part, par un état de la biomasse et des pâturages déficitaire par rapport aux besoins du cheptel.

Aussi, est-il paru nécessaire de :

- ✓ mettre en œuvre un programme d'urgence d'assistance au monde rurale en vivres de soudure et aliments de bétail et de prise en charge de la malnutrition et ;
- ✓ relancer la production agricole et alimentaire nationale dès le prochain hivernage et les contre-saisons froide et chaude 2012/2013.

C'est dans ce contexte que s'inscrit, dans le cadre du présent projet de loi de finances rectificative, la budgétisation des crédits d'un montant de 34,2 milliards de francs CFA pour faciliter l'accès des producteurs aux intrants à travers la subvention des engrais pour un montant de 18,12 milliards FCFA et des semences d'arachide et de céréales pour un montant de 16,08 milliards FCFA.

Quant au financement extérieur, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'urgence d'assistance au monde rural en vivres de soudure et aliments de bétail et prise en charge de la lutte contre la malnutrition, les Partenaires techniques et financiers ont programmé des appuis financiers d'un montant de 30 milliards de francs CFA.

En outre, les prévisions de tirage en 2012 ont été réajustées à la hausse pour un montant de 63,4 milliards FCFA sur la base de l'état d'avancement de projets des sous-secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des infrastructures routières et de l'élevage.

Par ailleurs, le projet de la première loi de finances rectificative pour l'année 2012 devra permettre, en application des dispositions des articles 12 et 35 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, de procéder à la ratification des décrets d'avances pris.

Comparativement aux lois de finances des gestions 2010, 2011 et à la loi de finances initiale pour 2012, les principaux flux retenus dans le présent projet de loi de finances rectificative, sont décrits dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

	2010	2011	2011	2011	2012	2012,0	ECARTS LFI
	LFR (2)	LFI	LFR(1)	LFR(2)	LFI	LFR(1)	Valeur
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Recettes du budget général</b>	<b>1816,8</b>	<b>2008,1</b>	<b>2210,8</b>	<b>2124,5</b>	<b>2221,4</b>	<b>2329,6</b>	<b>108,2</b>
<b>Recettes internes</b>	<b>1543,5</b>	<b>1727,1</b>	<b>1929,8</b>	<b>1857,0</b>	<b>1898,4</b>	<b>1913,2</b>	<b>14,8</b>
Recettes ordinaires hors dons	1253,0	1345,4	1363,0	1344,0	1515,0	1461,4	-53,6
Recettes exceptionnelles	61,9	59,7	62,0	62,0	60,0	59,9	-0,1
Autres recettes	2,0	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	0,0
Emprunt	193,6	289,9	464,5	410,7	301,4	357,2	55,8
Dons budgétaires	33,0	29,4	37,3	37,3	19,0	31,7	12,7
<b>Recettes externes</b>	<b>273,3</b>	<b>281,0</b>	<b>281,0</b>	<b>267,5</b>	<b>323,0</b>	<b>416,4</b>	<b>93,4</b>
Ressources affectées	273,3	281,0	281,0	267,5	323,0	416,4	93,4
							0,0
<b>Charges du budget général</b>	<b>1868,1</b>	<b>2057,6</b>	<b>2258,0</b>	<b>2171,7</b>	<b>2266,9</b>	<b>2374,2</b>	<b>107,3</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1173,3</b>	<b>1258,9</b>	<b>1402,8</b>	<b>1396,1</b>	<b>1435,9</b>	<b>1453,5</b>	<b>17,6</b>
Dette publique	189,1	254,7	358,6	362,9	347,9	356,7	8,8
Traitements et salaires	396,8	416,0	416,0	416,0	443,5	450,0	6,5
Autres dépenses courantes	587,4	588,2	628,2	617,2	644,5	646,8	2,3
<b>Dépenses en capital</b>	<b>694,8</b>	<b>798,7</b>	<b>855,2</b>	<b>775,6</b>	<b>831,0</b>	<b>920,7</b>	<b>89,7</b>
- sur ressources internes	421,5	517,7	574,2	508,1	508,0	504,3	-3,7
- sur ressources externes	273,3	281,0	281,0	267,5	323,0	416,4	93,4
<b>Solde du Budget général</b>	<b>-51,3</b>	<b>-49,5</b>	<b>-47,2</b>	<b>-47,2</b>	<b>-45,5</b>	<b>-44,6</b>	<b>0,9</b>
<b>COMPTES SPECIAUX TRESOR</b>							0,0
Ressources propres	65,7	73,9	73,9	73,9	77,9	77,9	0,0
Charges	65,7	73,9	73,9	73,9	77,9	77,9	0,0
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
dont prêts logements	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	0,0
<b>SOLDE GLOBAL</b>							0,0
Y compris dons	<b>-51,3</b>	<b>-49,5</b>	<b>-47,2</b>	<b>-47,2</b>	<b>-45,5</b>	<b>-44,6</b>	<b>0,9</b>

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances rectificative de l'année 2012 soumis à l'adoption du Parlement.

## **B** – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

# LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	Articles abrogés et remplacés / articles ajoutés	LIBELLES	N° page
<b>PREMIER</b>		<b>Abrogation et remplacement de l'article 1<sup>er</sup> Alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2011-20 du 13 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012,</b>	<b>3 à 9</b>
		<b>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</b>	<b>3 à 5</b>
		<b>A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES</b>	
	Premier	Evaluation et autorisation de perception des ressources	3 à 4
		<b>B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES</b>	
	2	Evaluation des charges	4
	3	Equilibre général du Budget	5
		<b>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</b>	
		<b>A- BUDGET GENERAL</b>	<b>6 à 11</b>
		<b>A-1 DEPENSES ORDINAIRES</b>	
	4	Services votés	6
	5	mesures nouvelles	7
		<b>A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	
	6	Dépenses en capital sur ressources internes	7 à 8
	7	Dépenses en capital sur ressources externes	8 à 9
<b>2</b>		<b>Ajout d'une nouvelle disposition dans la loi de finances initiale</b>	<b>9 à 11</b>
	20	Ratification de décrets d'avances.	

## **PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

**ARTICLE PREMIER :** Abrogation et remplacement de l'article 1<sup>er</sup> Alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2011-20 du 13 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012.

Texte de l'article

*« Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2011-20 du 13 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012, sont abrogées et remplacées par les suivantes :*

### **A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**ARTICLE PREMIER :** Evaluation et autorisation de perception des ressources.

#### **Exposé des motifs :**

Cet article évalue les montants rectifiés des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat dont la perception a été autorisée dans la loi de finances initiale. Un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre est annexé à cet article, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 30 avril 2012 d'une part, et d'autre part sur les projections du cadrage macroéconomique révisé du mois de mai 2012. Les prévisions de ressources internes sont de 1.913.200.000.000 de francs CFA.

Les prévisions de ressources externes sont de 416.400.000.000 de francs CFA financées notamment par des dons projets d'un montant de 164.000.000.000 de francs CFA et des emprunts projets pour un montant 252.400.000.000 de francs CFA.

#### **Texte de l'article :**

*« II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2012, à la somme de 1.913.200.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »*

*III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative 2012, à la somme de 416.400.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*IV – Les ressources totales du budget général sont prévues à 2.329.600.000.000 francs CFA. »*

## **B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

### **ARTICLE 2 : Evaluation des charges**

#### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et qui sont relatives notamment : au service de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement et aux dépenses d'investissement.

Au total, par rapport à la loi de finances initiale 2012, les charges ont augmenté de 107.340.000.000 de francs CFA en valeur absolue et 4,74% en valeur relative.

#### **Texte de l'article :**

*« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2012, à la somme de 2.374.210.000.000 francs CFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »*

## **C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

### **ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget**

#### **Exposé des motifs**

1- Le tableau présenté dans l'article récapitule les ressources et les charges du Budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.

2 - Le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 917.300.000.000 de francs CFA.

**Texte de l'article**

« I - Pour l'année 2012, les ressources évaluées dans l'annexe 1 de la présente loi de finances rectificative, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants ci-après :

En millions de francs

<i>RESSOURCES</i>	<i>Montant</i>	<i>CHARGES</i>	<i>Montant</i>	<i>SOLDE</i>
<b>I - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<i>A 1 - Recettes internes</i>		<i>A1 Dépenses sur recettes internes</i>		
<i>A 1-1 Recettes</i>				
<i>Recettes fiscales</i>	1 366 400	<i>Dette publique</i>	356 710	
<i>Recettes non fiscales</i>	95 000	<i>Dépenses de personnel</i>	450 000	
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	59 900	<i>Autres dépenses courantes</i>	646 800	
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	3 000	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	504 300	
<i>Dons budgétaires</i>	31 700			
<b>Total recettes</b>	<b>1 556 000</b>	<b>Total dépenses sur recettes internes</b>	<b>1 957 810</b>	<b>-401 810</b>
<i>A 1-2 - Emprunts</i>				
<i>Emprunts</i>	357 200			
<b>Total emprunts</b>	<b>357 200</b>			
<b>Total A = (A-1-1 + A 1-2)</b>	<b>1 913 200</b>	<b>Total A = (A1)</b>	<b>1 957 810</b>	<b>-44 610</b>
<b>B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<i>B - Recettes externes</i>				
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	416 400	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	416 400	
<b>Total B</b>	<b>416 400</b>	<b>Total B</b>	<b>416 400</b>	
<b>TOTAL I= (A + B)</b>	<b>2 329 600</b>	<b>TOTAL I = (A + B)</b>	<b>2 374 210</b>	<b>-44 610</b>
<b>2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
<i>Recettes</i>	77 916	<i>Dépenses</i>	77 916	
<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 407 516</b>	<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 452 126</b>	<b>-44 610</b>

II. – Pour l'année 2012, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons, au nom de l'Etat du Sénégal, pour un montant global de 917.300.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

## DEUXIEME PARTIE :

### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

#### A – BUDGET GENERAL

##### A-1 DEPENSES ORDINAIRES

##### ARTICLE 4 : Services votés

#### Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances initiale 2012 et ceux prévus pour la présente loi de finances rectificative, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par le tableau II annexé au présent exposé des motifs ;
- Par l'annexe 3 qui fournit, d'une part, les services votés des ministères qui composent l'actuel Gouvernement, et d'autre part, les crédits réservés pour la couverture des dépenses déjà exécutées par les ministères supprimés, sur les dotations de la loi de finances initiale 2012.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	356 710 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	443 500 000 000 francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses courantes	607 993 871 000 francs CFA

#### Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1.408.203.871.000 francs CFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	356 710 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	443 500 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	313 052 229 168 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	294 941 641 832 francs CFA

## **ARTICLE 5 : mesures nouvelles**

### **Exposé des motifs**

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finances initiale pour l'année 2012 et ceux prévus par le présent projet de loi de finances rectificative, au titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe 4.

### **Texte de l'article :**

*« Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 45.306.129.000 francs CFA ainsi répartis :*

<i>- Titre 2 dépenses de personnel</i>	<i>6 500 000 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 3 dépenses de fonctionnement</i>	<i>756 316 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 4 transferts courants</i>	<i>38 049 813 000 francs CFA</i>

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»*

## **A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

### **ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes**

#### **Exposé des motifs**

Le financement interne des dépenses d'investissement prévu dans la loi de finances initiale pour un montant de 507,990 milliards de francs CFA a connu une baisse de 3,69 milliards de francs CFA, pour s'établir à 504,3 milliards de francs CFA.

Par ailleurs cette baisse s'est répercutée dans le montant total des autorisations de programme (AP).

**Texte de l'article :**

*« I – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 504.300 000 000 francs CFA ainsi répartis :*

<i>- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat</i>	<i>129 596 634 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 6: Transfert en capital</i>	<i>374 703 366 000 francs CFA</i>

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 4 474 905 000 000 de francs CFA.*

*Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.*

**ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes**

**Exposé des motifs**

Le financement extérieur des dépenses d'investissement est réévalué à un montant de 416,4 milliards de francs CFA, soit une hausse de 93,4 milliards de francs CFA par rapport à la loi de finances initiale. Il est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 252,4 milliards de francs CFA et de subventions pour un montant de 164 milliards de francs CFA.

**Texte de l'article :**

*« I – Pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 416 400 000 000 francs CFA ainsi réparties :*

<i>- Emprunts</i>	<i>252 400 000 000 francs CFA</i>
<i>- Subventions</i>	<i>164 000 000 000 francs CFA</i>

*II – les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2 974 035 000 000 de francs CFA.*

*Ces financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.*

## **ARTICLE 2 : Ratification de décrets d'avances.**

Texte de l'article :

*« Les dispositions de la loi n°2011-20 du 13 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012 sont complétées par un article 20 ainsi libellé :*

### **ARTICLE 20 : ratification de décrets d'avances.**

#### **Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 12, 3° de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, il est demandé au Parlement de ratifier les décrets d'avance pris.

Au titre des dépenses de fonctionnement, il s'agit des décrets suivants :

- ✓ Décret n° 2012-198 du 31 janvier 2012 d'un montant de 2.847.000.000 de francs CFA au profit de l'Assemblée Nationale, de la Présidence, du ministère des affaires étrangères, du ministère des Sports et le ministère de l'Economie et des finances ;
- ✓ Décret n°2012-278 du 16 février 2012 d'un montant de 357.326.000 de francs CFA au profit de l'Ecole nationale d'Administration (ENA) pour prendre en compte le changement institutionnel de l'école intervenu par décret n° 2011-1704 du 06 octobre 2011 ;
- ✓ Décret n° 2012-305 du 23 février 2012 d'un montant de 658.489.000 francs CFA au profit du commissariat à la sécurité alimentaire ;
- ✓ Décret n° 2012-449 du 12 avril 2012 d'un montant de 8 milliards de francs CFA au profit de la Présidence.

Au titre des dépenses d'investissement, il s'agit des décrets suivants :

- ✓ Décret n° 2012-406 du 28 mars 2012 d'un montant de 600 millions de francs CFA au profit des opérations suivantes :
  - ✓ Acquisition de scanners pour les structures sanitaires: 250 000 000 FCFA ;
  - ✓ Réhabilitation et équipement Direction des Equipement Médicaux (Acquisition Bombe Cobalt) : 150 000 000 FCFA ;
  - ✓ Aménagement des infrastructures sanitaires dans les régions de Tamba et Kédougou : 200 000 000 FCFA.
- Décret n° 2012-376 du 27 mars 2012 d'un montant de 2,55 milliards de francs CFA au profit des opérations suivantes :
  - ✓ Travaux de prévention des inondations: 1 000 000 000 FCFA ;
  - ✓ Plan « JAXAAY » (fournitures de produits phytosanitaires): 1 150 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet d'appui à la Direction Générale de l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices Publics : 200 000 000 FCFA ;
  - ✓ PEPAM-Sous programme BAD Phase 2: 100 000 000 FCFA ;
  - ✓ Inventaire, Réhabilitation Immeuble Patrimoine Bâti de l'Etat: 100 000 000 FCFA.

- Décret n° 2012-234 du 02 février 2012 d'un montant de 12 095 426 425 milliards de francs CFA au profit des opérations suivantes :

  - ✓ Programme d'urgence électrification rurale : 3 254 000 000 FCFA ;
  - ✓ Programme assainissement de la ville de Rufisque : 1 450 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet d'assainissement de la zone d'aménagement concertée (ZAC) Thiès : 650 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet d'appui à la Direction Générale de l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices Publics : 1 573 426 525 FCFA ;
  - ✓ Projet de construction de salle de classe par l'Etat-PDEF : 57 000 000 FCFA ;
  - ✓ Construction, réhabilitation patrimoine bâti : 3 447 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de construction hôtel de kébémer : 300 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de création du centre
  - ✓ Appui Document de Politique Economique et Sociale/unité de Coordination et Suivi de la Politique : 180 000 000 FCFA ;
  - ✓ Appui aux Grands Travaux de l'APIX : 39 500 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de création du centre impulsion et modernisation de l'élevage : 195 000 000 FCFA ;
  - ✓ Construction et réhabilitation infrastructures sportives : 602 000 000 FCFA ;
  - ✓ Etudes et Suivi du projet de réhabilitation des infrastructures sportives : 100 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de réhabilitation et d'équipement des Centres d'Appui au Développement Local (CADL) : 240 000 000 FCFA.
  
- Décret n° 2012-256 du 08 février 2012 d'un montant de 4,045 milliards de francs CFA au profit des opérations suivantes :

  - ✓ Equipement SG PR: 150 000 000 FCFA ;
  - ✓ Fonds national de promotion de l'entreprenariat féminin: 900 000 000 FCFA ;
  - ✓ Fonds d'impulsion à la microfinance: 50 000 000 FCFA ;
  - ✓ Fonds national de crédits pour les femmes: 235 000 000 FCFA ;
  - ✓ Base de données des femmes entrepreneures: 50 000 000 FCFA.
  - ✓ Projet de centre de ressources et documentation de la microfinance: 40 000 000 FCFA ;
  - ✓ Construction, aménagement et équipement services fiscaux : 250 000 000 FCFA ;
  - ✓ Réhabilitation, construction et équipement CNFA Rufisque: 90 000 000 FCFA ;
  - ✓ Construction, réhabilitation inspection du travail et renforcement moyens de communication: 153 000 000 FCFA ;
  - ✓ Programme d'aide à l'économie d'énergie: 250 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de réhabilitation du lycée technique Seydina Limamoulaye: 620 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de construction de 3 centres de maintenance: 153 000 000 FCFA ;
  - ✓ Programme d'aide à l'économie d'énergie: 15 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet Ecole nationale de formation en économie famil. sociale Phase II : 69 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet équipement des CRETF de Tamba et Ziguinchor PDEF : 78 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet réhabilitation des CETF PDEF : 140 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet construction et équipement lycée technique de Fatick : 225 000 000 FCFA ;
  - ✓ Etudes économiques : 500 000 000 FCFA.
  
- Décret n° 2012-292 du 22 février 2012 d'un montant de 1 milliard de francs CFA au profit de l'opération suivante:

  - ✓ Equipement sûreté nationale: 1 000 000 000 FCFA.
  
- Décret n° 2012-96 du 11 janvier 2012 d'un montant de 13,073 milliards de francs CFA au profit des opérations suivantes :

  - ✓ Equipement sûreté nationale: 2 000 000 000 FCFA ;
  - ✓ Construction, réhabilitation administration territoriale: 6 500 000 000 FCFA ;
  - ✓ Plan équipement et modernisation DGD: 2 000 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de promotion des biofertilisants: 500 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet de promotion des biopesticides : 500 000 000 FCFA ;
  - ✓ Ouvrage d'accostage et gare maritime de Karabane: 1 573 000 000 FCFA.
  
- Décret n° 2012-95 du 11 janvier 2012 d'un montant de 15,027 588 501 milliards de francs CFA au profit des opérations suivantes :

  - ✓ Programme agricole/Volet semences arachide 5 277 588 501 FCFA ;

- ✓ Recensement général de la population et de l'habitat 2010: 2 000 000 000 FCFA ;
  - ✓ Construction siège ANSD: 1 000 000 000 FCFA ;
  - ✓ FECL/ADM/ACFECL: 2 400 000 000 FCFA ;
  - ✓ Projet implantation magasins de références: 350 000 000 FCFA ;
  - ✓ Entretien routier: 4 000 000 000 FCFA.
- Décret n° 2012-255 du 08 février 2012 d'un montant de 8 milliards de francs CFA au profit des opérations suivantes :
- ✓ Programme agricole/Volet phosphatage de fonds: 8 000 000 000 FCFA.
- Décret n° 2011-1873 du 18 novembre 2011 d'un montant de 4,51 milliards de francs CFA au profit des opérations suivantes :
- ✓ Programme d'appui à la relance économique et sociale en Casamance : 3 000 000 000 FCFA ;
  - ✓ Groupement National des Sapeurs Pompiers : 200 000 000 FCFA ;
  - ✓ Equipement sûreté nationale : 400 000 000 FCFA ;
  - ✓ Appui au Comité d'Orientation Stratégique (COS) : 120 000 000 F CFA;
  - ✓ Centre technique Gendarmerie Nationale : 200 000 000 FCFA;
  - ✓ Equipement défense Nationale : 80 000 000 FCFA ;
  - ✓ Etudes et prospection de financement : 20 000 000) F CFA;
  - ✓ APIX appui aux grands travaux : 250 000 000 FCFA ;
  - ✓ Réhabilitation et l'équipement poste diplomatiques et consulaires : 150 000 000) FCFA ;
  - ✓ Etudes générales d'urbanisme : 90 000 000 FCFA.

L'ensemble de ces décrets d'avance sont gagés sur des annulations de crédits d'égal montant pour maintenir l'équilibre financier de la Loi de Finances 2012.

**Texte de l'article :**

*« Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2011- 1873 du 18 novembre 2011, 2012- 95 du 11 janvier 2012, 2012- 96 du 11 janvier 2012, 2012- 198 du 31 janvier 2012, 2012- 234 du 02 février 2012 ; 2012- 255 du 08 février 2012 ; 2012- 256 du 08 février 2012, 2012- 292 du 22 février 2012, 2012- 293 du 22 février 2012, 2012- 305 du 23 février 2012, 2012- 376 du 27 mars 2012, 2012- 406 du 28 mars 2012, 2012- 449 du 12 avril 2012, portant ouverture de crédits à titre d'avances. »*

## **C - TABLEAUX RECAPITULATIFS**

## **- BUDGET GENERAL**

## **- RECETTES**

### **I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2012.**

**TABLEAU I : Prévisions des ressources par article, paragraphe et ligne**

En milliers de francs CFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 30 AVRIL 2012	PREVISIONS LFR 2012	ECART: LFR/LFI	ECART en %
<b>ARTICLE 71- RECETTES FISCALES</b>					
<b>Paragraphe 0711 -</b> Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	134 500 000	65 900 000	136 000 000	1 500 000	1,12%
<b>Paragraphe 0712 -</b> Impôts sur les salaires et autres rémunérations	239 100 000	87 700 000	239 700 000	600 000	0,25%
<b>Paragraphe 0713 -</b> Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	25 900 000	0	25 600 000	-300 000	-1,16%
<b>Paragraphe 0714 -</b> Autres impôts directs (dont CGU)	600 000	0	0	-600 000	-100,00%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS</b>	<b>400 100 000</b>	<b>153 600 000</b>	<b>401 300 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>0,30%</b>
<b>Paragraphe 0715 -</b> Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	733 700 000	193 600 000	691 700 000	-42 000 000	-5,72%
<b>Paragraphe 0716 -</b> Droits de timbre et d'enregistrement	33 100 000	19 400 000	32 900 000	-200 000	-0,60%
<b>Paragraphe 0717 -</b> Droits et taxes à l'importation	204 000 000	54 600 000	207 000 000	3 000 000	1,47%
<b>Paragraphe 0719 -</b> Autres recettes fiscales****	46 100 000	5 800 000	33 500 000	-12 600 000	-27,33%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS</b>	<b>1 016 900 000</b>	<b>273 400 000</b>	<b>965 100 000</b>	<b>-51 800 000</b>	<b>-5,09%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>1 417 000 000</b>	<b>427 000 000</b>	<b>1 366 400 000</b>	<b>-50 600 000</b>	<b>-3,57%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>Paragraphe 0721 -</b> Revenu de l'Entreprise et du Domaine	18 600 000	3 500 000	19 600 000	1 000 000	5,38%
<b>Paragraphe 0722 -</b> Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 0723 -</b> Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 0724 -</b> Produits financiers	27 000 000	1 100 000	28 000 000	1 000 000	3,70%
<b>Paragraphe 0729 -</b> Autres recettes non fiscales	52 200 000	3 100 000	47 200 000	-5 000 000	-9,58%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>98 000 000</b>	<b>7 700 000</b>	<b>95 000 000</b>	<b>-3 000 000</b>	<b>-3,06%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>1 515 000 000</b>	<b>434 700 000</b>	<b>1 461 400 000</b>	<b>-53 600 000</b>	<b>-3,54%</b>
074 - DONS PROGRAMMES	19 000 000	0	31 700 000	12 700 000	66,84%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	60 000 000	0	59 900 000	-100 000	-0,17%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRÊTS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 30 AVRIL 2012	PREVISIONS LFR 2012	ECART: LFR/LFI	ECART en %
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	115 000 000	60 037 000	135 000 000	20 000 000	17,39%
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	25 000 000	0	106 600 000	81 600 000	326,40%
017 AUTRES EMPRUNTS****	206 870 000	76 592 000	160 210 000	-46 660 000	-22,56%
Total emprunts	346 870 000	136 629 000	401 810 000	54 940 000	15,84%
<b>emprunts hors financement déficit</b>	<b>301 370 000</b>		<b>357 200 000</b>	<b>55 830 000</b>	<b>18,53%</b>
<b>TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17</b>	<b>428 870 000</b>	<b>136 629 000</b>	<b>496 410 000</b>	<b>67 540 000</b>	<b>15,75%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)</b>	<b>1 943 870 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>1 957 810 000</b>	<b>13 940 000</b>	<b>0,72%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	126 800 000	0	164 300 000	37 500 000	29,57%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	196 200 000	0	252 100 000	55 900 000	28,49%
<b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)</b>	<b>323 000 000</b>	<b>0</b>	<b>416 400 000</b>	<b>93 400 000</b>	<b>28,92%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 266 870 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>2 374 210 000</b>	<b>107 340 000</b>	<b>4,74%</b>
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	77 916 000		77 916 000	0	0,00%
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST) y compris financement déficit</b>	<b>2 344 786 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>2 452 126 000</b>	<b>107 340 000</b>	<b>4,58%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN (BG+CST) HORS FINANCEMENT DU DEFICIT</b>	<b>2 299 286 000</b>		<b>2 407 516 000</b>	<b>108 230 000</b>	<b>4,71%</b>
FONDS DE SOUTIEN A L'ENERGIE	28 000 000		35 400 000	7 400 000	26,43%
<b>TOTAL RESSOURCES Y COMPRIS FSE</b>	<b>2 372 786 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>2 487 526 000</b>	<b>114 740 000</b>	<b>4,84%</b>

**II. COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE  
DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES INITIALE 2012 ET  
CEUX PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2012.**

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

## RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE

	Crédits Ouverts en LFI		Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012			
	2012	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Dépenses consolidées</b>						
Titre 1 - Dette Publique	347 880 000 000	356 710 000 000	0	356 710 000 000	8 830 000 000	2,54%
Titre 2 - Dépenses de personnel	443 500 000 000	443 500 000 000	6 500 000 000	450 000 000 000	6 500 000 000	1,47%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	345 795 703 670	313 052 229 168	756 316 000	313 808 545 168	-31 987 158 502	-9,25%
Titre 4 - Dépenses de transfert	298 704 296 330	294 941 641 832	38 049 813 000	332 991 454 832	34 287 158 502	11,48%
<b>TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES</b>	<b>1 435 880 000 000</b>	<b>1 408 203 871 000</b>	<b>45 306 129 000</b>	<b>1 453 510 000 000</b>	<b>17 630 000 000</b>	<b>1,23%</b>
<b>Dépenses d'Investissement</b>						
Titre 5 - Dépenses en capital	473 162 285 000	452 588 635 040	93 400 000 000	545 988 635 040	72 826 350 040	15,39%
Titre 6 - Transfert en capital	357 827 715 000	374 711 364 960	0	374 711 364 960	16 883 649 960	4,72%
<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>830 990 000 000</b>	<b>827 300 000 000</b>	<b>93 400 000 000</b>	<b>920 700 000 000</b>	<b>89 710 000 000</b>	<b>10,80%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 266 870 000 000</b>	<b>2 235 503 871 000</b>	<b>138 706 129 000</b>	<b>2 374 210 000 000</b>	<b>107 340 000 000</b>	<b>4,74%</b>
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	77 916 000 000	77 916 000 000	0	77 916 000 000	0	0,0%
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>77 916 000 000</b>	<b>77 916 000 000</b>	<b>0</b>	<b>77 916 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>	<b>2 344 786 000 000</b>	<b>2 313 419 871 000</b>	<b>138 706 129 000</b>	<b>2 452 126 000 000</b>	<b>107 340 000 000</b>	<b>4,58%</b>
dont total hors dépenses de personnel et dette	644 500 000 000	607 993 871 000	38 806 129 000	646 800 000 000	2 300 000 000	0,36%
<b>Dotation internes(transferts courants) (1)</b>						
Dotation Aval et Garanties	0	0	0	0	0	
Dotation Prêts au logement	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	0	0,0%
<b>Total dotations internes(Transferts courants)</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>Dont Budget Gén à CST</b>						
<b>Total Dépenses consolidées</b>						
Titre 1 - Dette Publique	347 880 000 000	356 710 000 000	0	356 710 000 000	8 830 000 000	2,54%
Titre 2 - Dépenses de personnel	443 500 000 000	443 500 000 000	6 500 000 000	450 000 000 000	6 500 000 000	1,47%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	345 795 703 670	313 052 229 168	756 316 000	313 808 545 168	-31 987 158 502	-9,25%
Titre 4 - Transferts courant	292 704 296 330	288 941 641 832	38 049 813 000	326 991 454 832	34 287 158 502	11,71%
<b>TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE</b>	<b>1 429 880 000 000</b>	<b>1 402 203 871 000</b>	<b>45 306 129 000</b>	<b>1 447 510 000 000</b>	<b>17 630 000 000</b>	<b>1,23%</b>
<b>Dépenses d'Investissement</b>						
Titre 5 - Dépenses en capital	473 162 285 000	452 588 635 040	93 400 000 000	545 988 635 040	72 826 350 040	15,39%
Titre 6 - Transfert en capital	357 827 715 000	374 711 364 960	0	374 711 364 960	16 883 649 960	4,72%
<b>Total Dépenses d'Investissement</b>	<b>830 990 000 000</b>	<b>827 300 000 000</b>	<b>93 400 000 000</b>	<b>920 700 000 000</b>	<b>89 710 000 000</b>	<b>10,80%</b>
<b>Total Budget Général</b>	<b>2 260 870 000 000</b>	<b>2 229 503 871 000</b>	<b>138 706 129 000</b>	<b>2 368 210 000 000</b>	<b>107 340 000 000</b>	<b>4,75%</b>
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	77 916 000 000	77 916 000 000	0	77 916 000 000	0	0,0%
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>77 916 000 000</b>	<b>77 916 000 000</b>	<b>0</b>	<b>77 916 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>	<b>2 338 786 000 000</b>	<b>2 307 419 871 000</b>	<b>138 706 129 000</b>	<b>2 446 126 000 000</b>	<b>107 340 000 000</b>	<b>4,59%</b>

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>10 Dette Publique</b>						
<b>DETTE PUBLIQUE</b>						
<b>Dette Publique</b>						
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique	347 880 000 000	356 710 000 000	0	356 710 000 000	8 830 000 000	2,54
<b>Total Dette Publique</b>	<b>347 880 000 000</b>	<b>356 710 000 000</b>	<b>0</b>	<b>356 710 000 000</b>	<b>8 830 000 000</b>	<b>2,54</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>347 880 000 000</b>	<b>356 710 000 000</b>	<b>0</b>	<b>356 710 000 000</b>	<b>8 830 000 000</b>	<b>2,54</b>
<b>Total Général Section 10</b>	<b>347 880 000 000</b>	<b>356 710 000 000</b>	<b>0</b>	<b>356 710 000 000</b>	<b>8 830 000 000</b>	<b>2,54</b>
<b>21 Présidence de la République</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 114 615 620	4 285 565 760	0	4 285 565 760	170 950 140	4,15
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	10 045 999 000	8 118 060 952	89 000 000	8 207 060 952	-1 838 938 048	-18,31
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 481 728 000	21 714 196 312	0	21 714 196 312	7 232 468 312	49,94
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>28 642 342 620</b>	<b>34 117 823 024</b>	<b>89 000 000</b>	<b>34 206 823 024</b>	<b>5 564 480 404</b>	<b>19,43</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 21 Investissements exécutés par l'état	19 033 870 000	18 983 870 000	0	18 983 870 000	-50 000 000	-0,26
Titre 6 - 21 Transfert en capital	42 864 337 000	39 683 837 000	0	39 683 837 000	-3 180 500 000	-7,42
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>61 898 207 000</b>	<b>58 667 707 000</b>	<b>0</b>	<b>58 667 707 000</b>	<b>-3 230 500 000</b>	<b>-5,22</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>90 540 549 620</b>	<b>92 785 530 024</b>	<b>89 000 000</b>	<b>92 874 530 024</b>	<b>2 333 980 404</b>	<b>2,58</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>210 000 000</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>210 000 000</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 21</b>	<b>90 750 549 620</b>	<b>92 995 530 024</b>	<b>89 000 000</b>	<b>93 084 530 024</b>	<b>2 333 980 404</b>	<b>2,57</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	7 857 863 800	7 857 863 800	0	7 857 863 800	0	0,0
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 108 345 000	9 353 345 000	0	9 353 345 000	2 245 000 000	31,58
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>15 057 369 800</b>	<b>17 302 369 800</b>	<b>0</b>	<b>17 302 369 800</b>	<b>2 245 000 000</b>	<b>14,91</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 6 - 22 Transfert en capital	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>750 000 000</b>	<b>750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>15 807 369 800</b>	<b>18 052 369 800</b>	<b>0</b>	<b>18 052 369 800</b>	<b>2 245 000 000</b>	<b>14,20</b>
<b>Total Général Section 22</b>	<b>15 807 369 800</b>	<b>18 052 369 800</b>	<b>0</b>	<b>18 052 369 800</b>	<b>2 245 000 000</b>	<b>14,20</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	2 050 000 000	0	2 050 000 000	2 050 000 000	
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 300 983 000	2 300 983 000	0	2 300 983 000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>4 350 983 000</b>	<b>0</b>	<b>4 350 983 000</b>	<b>2 050 000 000</b>	<b>89,09</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>4 350 983 000</b>	<b>0</b>	<b>4 350 983 000</b>	<b>2 050 000 000</b>	<b>89,09</b>
<b>Total Général Section 23</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>4 350 983 000</b>	<b>0</b>	<b>4 350 983 000</b>	<b>2 050 000 000</b>	<b>89,09</b>
<b>24 Conseil Economique et Social</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	2 168 400 000	2 168 400 000	0	2 168 400 000	0	0,0
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	4 383 464 000	4 383 464 000	0	4 383 464 000	0	0,0
Titre 4 - 24 Transferts courants	47 087 000	47 087 000	0	47 087 000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>0</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>0</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 24</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>0</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	132 285 400	132 285 400	0	132 285 400	0	0,0
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	108 370 000	338 370 000	0	338 370 000	230 000 000	212,24
Titre 4 - 25 Transferts courants	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>240 655 400</b>	<b>470 655 400</b>	<b>0</b>	<b>470 655 400</b>	<b>230 000 000</b>	<b>95,57</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 6 - 25 Transfert en capital	43 400 000	43 400 000	0	43 400 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>43 400 000</b>	<b>43 400 000</b>	<b>0</b>	<b>43 400 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>284 055 400</b>	<b>514 055 400</b>	<b>0</b>	<b>514 055 400</b>	<b>230 000 000</b>	<b>80,97</b>
<b>Total Général Section 25</b>	<b>284 055 400</b>	<b>514 055 400</b>	<b>0</b>	<b>514 055 400</b>	<b>230 000 000</b>	<b>80,97</b>
<b>27 Cour Suprême</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	683 864 000	683 864 000	0	683 864 000	0	0,0
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	0	0,0
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000	0	1 977 000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 601 797 000</b>	<b>1 601 797 000</b>	<b>0</b>	<b>1 601 797 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 27 Investissements executés par l'état	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 751 797 000</b>	<b>1 751 797 000</b>	<b>0</b>	<b>1 751 797 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 27</b>	<b>1 751 797 000</b>	<b>1 751 797 000</b>	<b>0</b>	<b>1 751 797 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012						
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart			
					Valeur Absolue	%		
<b>28 Cour des Comptes</b>								
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Budget de Fonctionnement</b>								
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	755 375 760	755 375 760	0	755 375 760	0	0,0		
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	253 952 000	253 952 000	0	253 952 000	0	0,0		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 009 327 760</b>	<b>1 009 327 760</b>	<b>0</b>	<b>1 009 327 760</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>								
Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0	0,0		
Titre 6 - 28 Transfert en capital	3 165 303 000	3 165 303 000	0	3 165 303 000	0	0,0		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>3 290 303 000</b>	<b>3 290 303 000</b>	<b>0</b>	<b>3 290 303 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>4 299 630 760</b>	<b>4 299 630 760</b>	<b>0</b>	<b>4 299 630 760</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>		
<b>Total Général Section 28</b>	<b>4 299 630 760</b>	<b>4 299 630 760</b>	<b>0</b>	<b>4 299 630 760</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>		
<b>29 SENAT</b>								
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Budget de Fonctionnement</b>								
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 562 777 000	3 562 777 000	0	3 562 777 000	0	0,0		
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	3 422 073 000	3 422 073 000	0	3 422 073 000	0	0,0		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>0</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>								
Titre 6 - 29 Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	-250 000 000	-100,0		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-250 000 000</b>	<b>-100,0</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>7 234 850 000</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>0</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>-250 000 000</b>	<b>-3,46</b>		
<b>Total Général Section 29</b>	<b>7 234 850 000</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>0</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>-250 000 000</b>	<b>-3,46</b>		
<b>30 Primature</b>								
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Budget de Fonctionnement</b>								
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 292 853 640	1 292 853 640	0	1 292 853 640	0	0,0		
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 287 600 090	2 522 631 361	14 000 000	2 536 631 361	-750 968 729	-22,84		
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 618 415 000	3 767 849 700	0	3 767 849 700	-850 565 300	-18,42		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>9 198 868 730</b>	<b>7 583 334 701</b>	<b>14 000 000</b>	<b>7 597 334 701</b>	<b>-1 601 534 029</b>	<b>-17,41</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>								
Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état	6 880 000 000	6 880 000 000	0	6 880 000 000	0	0,0		
Titre 6 - 30 Transfert en capital	4 897 000 000	4 897 000 000	0	4 897 000 000	0	0,0		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>11 777 000 000</b>	<b>11 777 000 000</b>	<b>0</b>	<b>11 777 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>20 975 868 730</b>	<b>19 360 334 701</b>	<b>14 000 000</b>	<b>19 374 334 701</b>	<b>-1 601 534 029</b>	<b>-7,64</b>		
<b>Total Général Section 30</b>	<b>20 975 868 730</b>	<b>19 360 334 701</b>	<b>14 000 000</b>	<b>19 374 334 701</b>	<b>-1 601 534 029</b>	<b>-7,64</b>		



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	18 751 181 460	18 850 545 540	0	18 850 545 540	99 364 080	0,53
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 316 726 880	11 867 683 970	141 000 000	12 008 683 970	-308 042 910	-2,5
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 169 820 000	3 035 084 683	40 813 000	3 075 897 683	-2 093 922 317	-40,50
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>36 237 728 340</b>	<b>33 753 314 193</b>	<b>181 813 000</b>	<b>33 935 127 193</b>	<b>-2 302 601 147</b>	<b>-6,35</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 31 Investissements exécutés par l'état	6 147 000 000	4 819 274 854	0	4 819 274 854	-1 327 725 146	-21,60
Titre 6 - 31 Transfert en capital	200 000 000	520 000 000	0	520 000 000	320 000 000	160,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>6 347 000 000</b>	<b>5 339 274 854</b>	<b>0</b>	<b>5 339 274 854</b>	<b>-1 007 725 146</b>	<b>-15,88</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>42 584 728 340</b>	<b>39 092 589 047</b>	<b>181 813 000</b>	<b>38 274 402 047</b>	<b>-3 310 326 293</b>	<b>-7,77</b>
<b>Total Général Section 31</b>	<b>42 584 728 340</b>	<b>39 092 589 047</b>	<b>181 813 000</b>	<b>39 274 402 047</b>	<b>-3 310 326 293</b>	<b>-7,77</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	62 322 322 980	62 322 322 980	0	62 322 322 980	0	0,0
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	22 179 068 000	21 040 401 638	56 000 000	21 096 401 638	-1 082 666 362	-4,88
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 249 687 000	2 130 918 230	0	2 130 918 230	-118 768 770	-5,28
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>86 751 077 980</b>	<b>85 493 642 848</b>	<b>56 000 000</b>	<b>85 549 642 848</b>	<b>-1 201 435 132</b>	<b>-1,38</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 32 Investissements exécutés par l'état	11 470 000 000	11 470 000 000	0	11 470 000 000	0	0,0
Titre 6 - 32 Transfert en capital	2 180 000 000	680 000 000	0	680 000 000	-1 500 000 000	-68,81
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>13 650 000 000</b>	<b>12 150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>12 150 000 000</b>	<b>-1 500 000 000</b>	<b>-10,99</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>100 401 077 980</b>	<b>97 643 642 848</b>	<b>56 000 000</b>	<b>97 699 642 848</b>	<b>-2 701 435 132</b>	<b>-2,69</b>
<b>COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 32</b>	<b>100 551 077 980</b>	<b>97 793 642 848</b>	<b>56 000 000</b>	<b>97 849 642 848</b>	<b>-2 701 435 132</b>	<b>-2,69</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	24 431 937 400	24 974 227 060	0	24 974 227 060	542 289 660	2,22
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	4 604 940 280	10 650 341 301	61 000 000	10 711 341 301	6 106 401 021	132,61
Titre 4 - 33 Transferts courants	8 000 000 000	6 192 279 236	0	6 192 279 236	-1 807 720 764	-22,60
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>37 036 877 680</b>	<b>41 816 847 597</b>	<b>61 000 000</b>	<b>41 877 847 597</b>	<b>4 840 969 917</b>	<b>13,07</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 33 Investissements exécutés par l'état	9 975 000 000	10 602 556 104	0	10 602 556 104	627 556 104	6,29
Titre 6 - 33 Transfert en capital	0	6 500 000 000	0	6 500 000 000	6 500 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9 975 000 000</b>	<b>17 102 556 104</b>	<b>0</b>	<b>17 102 556 104</b>	<b>7 127 556 104</b>	<b>71,45</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>47 011 877 680</b>	<b>58 919 403 701</b>	<b>61 000 000</b>	<b>58 980 403 701</b>	<b>11 968 526 021</b>	<b>25,46</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 33</b>	<b>48 067 877 680</b>	<b>59 975 403 701</b>	<b>61 000 000</b>	<b>60 036 403 701</b>	<b>11 968 526 021</b>	<b>24,90</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 640 937 960	16 640 937 960	0	16 640 937 960	0	0,0
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	4 801 099 000	4 837 833 074	5 000 000	4 842 833 074	41 734 074	0,87
Titre 4 - 34 Transferts courants	905 862 000	871 718 250	9 000 000	880 718 250	-25 143 750	-2,78
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>22 347 898 960</b>	<b>22 350 489 284</b>	<b>14 000 000</b>	<b>22 364 489 284</b>	<b>16 590 324</b>	<b>0,07</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 34 Investissements exécutés par l'état	4 175 000 000	4 175 000 000	0	4 175 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>4 175 000 000</b>	<b>4 175 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 175 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>26 522 898 960</b>	<b>26 525 489 284</b>	<b>14 000 000</b>	<b>26 539 489 284</b>	<b>16 590 324</b>	<b>0,06</b>
<b>Total Général Section 34</b>	<b>26 522 898 960</b>	<b>26 525 489 284</b>	<b>14 000 000</b>	<b>26 539 489 284</b>	<b>16 590 324</b>	<b>0,06</b>
<b>35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	814 100 940	1 462 394 480	0	1 462 394 480	648 293 540	79,63
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	345 025 380	286 890 798	0	286 890 798	-58 134 582	-16,85
Titre 4 - 35 Transferts courants	873 870 060	955 470 060	0	955 470 060	81 600 000	9,34
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 032 996 380</b>	<b>2 704 755 338</b>	<b>0</b>	<b>2 704 755 338</b>	<b>671 758 958</b>	<b>33,04</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 35 Investissements exécutés par l'état	468 000 000	736 931 478	0	736 931 478	268 931 478	57,46
Titre 6 - 35 Transfert en capital	140 000 000	140 000 000	0	140 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>608 000 000</b>	<b>876 931 478</b>	<b>0</b>	<b>876 931 478</b>	<b>268 931 478</b>	<b>44,23</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 640 996 380</b>	<b>3 581 686 816</b>	<b>0</b>	<b>3 581 686 816</b>	<b>940 690 436</b>	<b>35,62</b>
<b>Total Général Section 35</b>	<b>2 640 996 380</b>	<b>3 581 686 816</b>	<b>0</b>	<b>3 581 686 816</b>	<b>940 690 436</b>	<b>35,62</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
<b>36</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	120 719 080	96 205 080	0	96 205 080	-24 514 000	-20,31	
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	214 739 820	90 720 325	0	90 720 325	-124 019 495	-57,75	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>335 458 900</b>	<b>186 925 405</b>	<b>0</b>	<b>186 925 405</b>	<b>-148 533 495</b>	<b>-44,28</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 36 Investissements exécutés par l'état	325 000 000	196 160 781	0	196 160 781	-128 839 219	-39,64	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>325 000 000</b>	<b>196 160 781</b>	<b>0</b>	<b>196 160 781</b>	<b>-128 839 219</b>	<b>-39,64</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>660 458 900</b>	<b>383 086 186</b>	<b>0</b>	<b>383 086 186</b>	<b>-277 372 714</b>	<b>-42,00</b>	
<b>Total Général Section 36</b>	<b>660 458 900</b>	<b>383 086 186</b>	<b>0</b>	<b>383 086 186</b>	<b>-277 372 714</b>	<b>-42,00</b>	
<b>37</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	923 821 680	226 104 680	0	226 104 680	-697 717 000	-75,53	
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	168 926 520	30 950 912	0	30 950 912	-137 975 608	-81,68	
Titre 4 - 37 Transferts courants	204 920 000	75 000 000	0	75 000 000	-129 920 000	-63,40	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 297 668 200</b>	<b>332 055 592</b>	<b>0</b>	<b>332 055 592</b>	<b>-965 612 608</b>	<b>-74,41</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 37 Investissements exécutés par l'état	117 000 000	68 545 142	0	68 545 142	-48 454 858	-41,41	
Titre 6 - 37 Transfert en capital	243 000 000	0	0	0	-243 000 000	-100,0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>360 000 000</b>	<b>68 545 142</b>	<b>0</b>	<b>68 545 142</b>	<b>-291 454 858</b>	<b>-80,96</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 657 668 200</b>	<b>400 600 734</b>	<b>0</b>	<b>400 600 734</b>	<b>-1 257 067 466</b>	<b>-75,83</b>	
<b>Total Général Section 37</b>	<b>1 657 668 200</b>	<b>400 600 734</b>	<b>0</b>	<b>400 600 734</b>	<b>-1 257 067 466</b>	<b>-75,83</b>	
<b>39</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	181 235 260	81 871 180	0	81 871 180	-99 364 080	-54,83	
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	283 386 000	200 475 941	0	200 475 941	-82 910 059	-29,26	
Titre 4 - 39 Transferts courants	40 813 860	0	0	0	-40 813 860	-100,0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>505 435 120</b>	<b>282 347 121</b>	<b>0</b>	<b>282 347 121</b>	<b>-223 087 999</b>	<b>-44,14</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 39 Investissements exécutés par l'état	280 000 000	87 725 146	0	87 725 146	-192 274 854	-68,67	
Titre 6 - 39 Transfert en capital	320 000 000	0	0	0	-320 000 000	-100,0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>600 000 000</b>	<b>87 725 146</b>	<b>0</b>	<b>87 725 146</b>	<b>-512 274 854</b>	<b>-85,38</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 105 435 120</b>	<b>370 072 267</b>	<b>0</b>	<b>370 072 267</b>	<b>-735 362 853</b>	<b>-66,52</b>	
<b>Total Général Section 39</b>	<b>1 105 435 120</b>	<b>370 072 267</b>	<b>0</b>	<b>370 072 267</b>	<b>-735 362 853</b>	<b>-66,52</b>	



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 441 340 080	1 441 340 080	0	1 441 340 080	0	0,0
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	470 970 060	317 628 454	14 000 000	331 628 454	-139 341 606	-29,59
Titre 4 - 40 Transferts courants	153 447 100	124 690 502	0	124 690 502	-28 756 598	-18,74
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 065 757 240</b>	<b>1 883 659 036</b>	<b>14 000 000</b>	<b>1 897 659 036</b>	<b>-168 098 204</b>	<b>-8,14</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 40 Investissements exécutés par l'état	10 132 000 000	11 705 000 000	0	11 705 000 000	1 573 000 000	15,53
Titre 6 - 40 Transfert en capital	2 423 200 000	2 223 200 000	0	2 223 200 000	-200 000 000	-8,25
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>12 555 200 000</b>	<b>13 928 200 000</b>	<b>0</b>	<b>13 928 200 000</b>	<b>1 373 000 000</b>	<b>10,94</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>14 620 957 240</b>	<b>15 811 859 036</b>	<b>14 000 000</b>	<b>15 825 859 036</b>	<b>1 204 901 796</b>	<b>8,24</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>900 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>900 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 40</b>	<b>15 520 957 240</b>	<b>16 711 859 036</b>	<b>14 000 000</b>	<b>16 725 859 036</b>	<b>1 204 901 796</b>	<b>7,76</b>
<b>41 Ministère des Infrastructures et des Transports</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	805 473 200	926 283 280	0	926 283 280	120 810 080	15,00
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	511 960 020	421 601 213	0	421 601 213	-90 358 807	-17,65
Titre 4 - 41 Transferts courants	322 564 740	154 053 910	0	154 053 910	-168 510 830	-52,24
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 639 997 960</b>	<b>1 501 938 403</b>	<b>0</b>	<b>1 501 938 403</b>	<b>-138 059 557</b>	<b>-8,42</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 41 Investissements exécutés par l'état	97 444 850 000	76 164 037 845	58 143 000 000	134 307 037 845	36 862 187 845	37,83
Titre 6 - 41 Transfert en capital	104 935 000 000	78 861 000 000	0	78 861 000 000	-26 074 000 000	-24,85
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>202 379 850 000</b>	<b>155 025 037 845</b>	<b>58 143 000 000</b>	<b>213 168 037 845</b>	<b>10 788 187 845</b>	<b>5,33</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>204 019 847 960</b>	<b>156 526 976 248</b>	<b>58 143 000 000</b>	<b>214 669 976 248</b>	<b>10 650 128 288</b>	<b>5,22</b>
<b>Total Général Section 41</b>	<b>204 019 847 960</b>	<b>156 526 976 248</b>	<b>58 143 000 000</b>	<b>214 669 976 248</b>	<b>10 650 128 288</b>	<b>5,22</b>
<b>42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 420 438 660	2 420 438 660	0	2 420 438 660	0	0,0
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	995 622 080	708 836 153	28 000 000	736 836 153	-258 785 927	-25,99
Titre 4 - 42 Transferts courants	5 472 126 100	5 022 608 005	0	5 022 608 005	-449 518 095	-8,21
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>8 888 186 840</b>	<b>8 151 882 818</b>	<b>28 000 000</b>	<b>8 179 882 818</b>	<b>-708 304 022</b>	<b>-7,97</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 42 Investissements exécutés par l'état	39 401 000 000	40 079 000 000	4 007 000 000	44 086 000 000	4 685 000 000	11,89
Titre 6 - 42 Transfert en capital	42 995 675 000	90 795 263 501	0	90 795 263 501	47 799 588 501	111,17
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>82 396 675 000</b>	<b>130 874 263 501</b>	<b>4 007 000 000</b>	<b>134 881 263 501</b>	<b>52 484 588 501</b>	<b>63,70</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>91 284 861 840</b>	<b>139 026 146 319</b>	<b>4 035 000 000</b>	<b>143 061 146 319</b>	<b>51 776 284 479</b>	<b>56,72</b>
<b>Total Général Section 42</b>	<b>91 284 861 840</b>	<b>139 026 146 319</b>	<b>4 035 000 000</b>	<b>143 061 146 319</b>	<b>51 776 284 479</b>	<b>56,72</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 968 461 460	17 981 061 460	0	17 981 061 460	12 600 000	0,07
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7 367 019 556	6 923 035 639	0	6 923 035 639	-443 983 917	-6,03
Titre 4 - 43 Transferts courants	4 224 441 040	4 053 698 151	0	4 053 698 151	-170 742 889	-4,04
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>29 559 922 056</b>	<b>28 957 795 250</b>	<b>0</b>	<b>28 957 795 250</b>	<b>-602 126 806</b>	<b>-2,04</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 43 Investissements exécutés par l'état	49 114 285 000	32 826 945 905	0	32 826 945 905	-16 287 339 095	-33,16
Titre 6 - 43 Transfert en capital	55 080 800 000	60 953 450 095	0	60 953 450 095	5 872 650 095	10,66
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>104 195 085 000</b>	<b>93 780 396 000</b>	<b>0</b>	<b>93 780 396 000</b>	<b>-10 414 689 000</b>	<b>-10,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>133 755 007 056</b>	<b>122 738 191 250</b>	<b>0</b>	<b>122 738 191 250</b>	<b>-11 016 815 806</b>	<b>-8,24</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	75 600 000 000	75 600 000 000	0	75 600 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>75 600 000 000</b>	<b>75 600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>75 600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>75 600 000 000</b>	<b>75 600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>75 600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 43</b>	<b>209 355 007 056</b>	<b>198 338 191 250</b>	<b>0</b>	<b>198 338 191 250</b>	<b>-11 016 815 806</b>	<b>-5,26</b>
<b>44 Ministère de l'Energie et des Mines</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	521 749 520	526 304 860	0	526 304 860	4 555 340	0,87
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	204 205 600	160 408 236	14 000 000	174 408 236	-29 797 364	-14,59
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 385 568 460	317 360 309	0	317 360 309	-1 068 208 151	-77,10
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 111 523 580</b>	<b>1 004 073 405</b>	<b>14 000 000</b>	<b>1 018 073 405</b>	<b>-1 093 450 175</b>	<b>-51,78</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 44 Investissements exécutés par l'état	7 955 000 000	28 289 254 476	0	28 289 254 476	20 334 254 476	255,62
Titre 6 - 44 Transfert en capital	1 085 000 000	5 715 000 000	0	5 715 000 000	4 630 000 000	426,73
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9 040 000 000</b>	<b>34 004 254 476</b>	<b>0</b>	<b>34 004 254 476</b>	<b>24 964 254 476</b>	<b>276,15</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>11 151 523 580</b>	<b>35 008 327 881</b>	<b>14 000 000</b>	<b>35 022 327 881</b>	<b>23 870 804 301</b>	<b>214,06</b>
<b>Total Général Section 44</b>	<b>11 151 523 580</b>	<b>35 008 327 881</b>	<b>14 000 000</b>	<b>35 022 327 881</b>	<b>23 870 804 301</b>	<b>214,06</b>
<b>45 Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 292 194 380	1 558 877 900	0	1 558 877 900	266 683 520	20,64
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	365 235 880	344 245 976	10 000 000	354 245 976	-10 989 904	-3,01
Titre 4 - 45 Transferts courants	970 106 320	1 654 554 733	0	1 654 554 733	684 448 413	70,55
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 627 536 580</b>	<b>3 557 678 609</b>	<b>10 000 000</b>	<b>3 567 678 609</b>	<b>940 142 029</b>	<b>35,78</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 45 Investissements exécutés par l'état	1 575 000 000	2 006 693 327	0	2 006 693 327	431 693 327	27,41
Titre 6 - 45 Transfert en capital	680 000 000	970 000 000	0	970 000 000	290 000 000	42,65
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>2 255 000 000</b>	<b>2 976 693 327</b>	<b>0</b>	<b>2 976 693 327</b>	<b>721 693 327</b>	<b>32,00</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>4 882 536 580</b>	<b>6 534 371 936</b>	<b>10 000 000</b>	<b>6 544 371 936</b>	<b>1 661 835 356</b>	<b>34,04</b>
<b>Total Général Section 45</b>	<b>4 882 536 580</b>	<b>6 534 371 936</b>	<b>10 000 000</b>	<b>6 544 371 936</b>	<b>1 661 835 356</b>	<b>34,04</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
<b>46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 737 297 360	1 246 985 220	0	1 246 985 220	-490 312 140	-28,22	
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	574 208 680	305 073 793	0	305 073 793	-269 134 887	-46,87	
Titre 4 - 46 Transferts courants	316 599 120	150 161 240	0	150 161 240	-166 437 880	-52,57	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 628 105 160</b>	<b>1 702 220 253</b>	<b>0</b>	<b>1 702 220 253</b>	<b>-925 884 907</b>	<b>-35,23</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 46 Investissements exécutés par l'état	32 822 000 000	11 167 784 095	0	11 167 784 095	-21 654 215 905	-65,97	
Titre 6 - 46 Transfert en capital	36 152 000 000	17 326 426 525	0	17 326 426 525	-18 825 573 475	-52,07	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>68 974 000 000</b>	<b>28 494 210 620</b>	<b>0</b>	<b>28 494 210 620</b>	<b>-40 479 789 380</b>	<b>-58,69</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>71 602 105 160</b>	<b>30 196 430 873</b>	<b>0</b>	<b>30 196 430 873</b>	<b>-41 405 674 287</b>	<b>-57,83</b>	
<b>Total Général Section 46</b>	<b>71 602 105 160</b>	<b>30 196 430 873</b>	<b>0</b>	<b>30 196 430 873</b>	<b>-41 405 674 287</b>	<b>-57,83</b>	
<b>49</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	631 094 000	223 343 720	0	223 343 720	-407 750 280	-64,61	
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	229 300 520	57 400 210	0	57 400 210	-171 900 310	-74,97	
Titre 4 - 49 Transferts courants	478 315 240	240 526 000	0	240 526 000	-237 789 240	-49,71	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 338 709 760</b>	<b>521 269 930</b>	<b>0</b>	<b>521 269 930</b>	<b>-817 439 830</b>	<b>-61,06</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 49 Investissements exécutés par l'état	885 000 000	149 419 618	0	149 419 618	-735 580 382	-83,12	
Titre 6 - 49 Transfert en capital	730 000 000	440 000 000	0	440 000 000	-290 000 000	-39,73	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1 615 000 000</b>	<b>589 419 618</b>	<b>0</b>	<b>589 419 618</b>	<b>-1 025 580 382</b>	<b>-63,50</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 953 709 760</b>	<b>1 110 689 548</b>	<b>0</b>	<b>1 110 689 548</b>	<b>-1 843 020 212</b>	<b>-62,40</b>	
<b>Total Général Section 49</b>	<b>2 953 709 760</b>	<b>1 110 689 548</b>	<b>0</b>	<b>1 110 689 548</b>	<b>-1 843 020 212</b>	<b>-62,40</b>	
<b>50 Ministère de l'Education Nationale</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	158 555 980 440	158 699 013 740	0	158 699 013 740	143 033 300	0,09	
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	117 385 956 000	114 160 264 534	0	114 160 264 534	-3 225 691 466	-2,75	
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 487 405 000	1 536 905 000	0	1 536 905 000	49 500 000	3,33	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>277 429 341 440</b>	<b>274 396 183 274</b>	<b>0</b>	<b>274 396 183 274</b>	<b>-3 033 158 166</b>	<b>-1,09</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 50 Investissements exécutés par l'état	48 545 000 000	48 495 500 000	0	48 495 500 000	-49 500 000	-0,10	
Titre 6 - 50 Transfert en capital	2 030 000 000	2 087 000 000	0	2 087 000 000	57 000 000	2,81	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>50 575 000 000</b>	<b>50 582 500 000</b>	<b>0</b>	<b>50 582 500 000</b>	<b>7 500 000</b>	<b>0,01</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>328 004 341 440</b>	<b>324 978 683 274</b>	<b>0</b>	<b>324 978 683 274</b>	<b>-3 025 658 166</b>	<b>-0,92</b>	
<b>Total Général Section 50</b>	<b>328 004 341 440</b>	<b>324 978 683 274</b>	<b>0</b>	<b>324 978 683 274</b>	<b>-3 025 658 166</b>	<b>-0,92</b>	



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>52 Ministère des Sports</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 171 173 920	1 171 173 920	0	1 171 173 920	0	0,0
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	3 540 817 080	3 342 142 226	14 000 000	3 356 142 226	-184 674 854	-5,22
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	819 171 250	0	819 171 250	318 896 250	63,74
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>5 212 266 000</b>	<b>5 332 487 396</b>	<b>14 000 000</b>	<b>5 346 487 396</b>	<b>134 221 396</b>	<b>2,58</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 52 Investissements exécutés par l'état	2 097 000 000	2 799 000 000	0	2 799 000 000	702 000 000	33,48
Titre 6 - 52 Transfert en capital	1 500 000 000	798 000 000	0	798 000 000	-702 000 000	-46,80
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>3 597 000 000</b>	<b>3 597 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 597 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>8 809 266 000</b>	<b>8 929 487 396</b>	<b>14 000 000</b>	<b>8 943 487 396</b>	<b>134 221 396</b>	<b>1,52</b>
<b>Total Général Section 52</b>	<b>8 809 266 000</b>	<b>8 929 487 396</b>	<b>14 000 000</b>	<b>8 943 487 396</b>	<b>134 221 396</b>	<b>1,52</b>
<b>53 Ministère de la Culture et du Tourisme</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	1 175 624 740	1 216 821 480	0	1 216 821 480	41 196 740	3,50
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	632 652 180	401 037 287	19 000 000	420 037 287	-212 614 893	-33,61
Titre 4 - 53 Transferts courants	4 309 833 380	3 392 948 908	0	3 392 948 908	-916 884 472	-21,27
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 118 110 300</b>	<b>5 010 807 675</b>	<b>19 000 000</b>	<b>5 029 807 675</b>	<b>-1 088 302 625</b>	<b>-17,79</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 53 Investissements exécutés par l'état	2 310 150 000	1 912 744 584	0	1 912 744 584	-397 405 416	-17,20
Titre 6 - 53 Transfert en capital	2 055 000 000	1 330 000 000	0	1 330 000 000	-725 000 000	-35,28
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>4 365 150 000</b>	<b>3 242 744 584</b>	<b>0</b>	<b>3 242 744 584</b>	<b>-1 122 405 416</b>	<b>-25,71</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>10 483 260 300</b>	<b>8 253 552 259</b>	<b>19 000 000</b>	<b>8 272 552 259</b>	<b>-2 210 708 041</b>	<b>-21,09</b>
<b>Total Général Section 53</b>	<b>10 483 260 300</b>	<b>8 253 552 259</b>	<b>19 000 000</b>	<b>8 272 552 259</b>	<b>-2 210 708 041</b>	<b>-21,09</b>
<b>54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	36 532 629 086	37 008 530 226	0	37 008 530 226	475 901 140	1,30
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 125 322 000	8 200 692 789	61 000 000	8 261 692 789	-1 863 629 211	-18,41
Titre 4 - 54 Transferts courants	24 902 337 000	24 908 760 100	0	24 908 760 100	6 423 100	0,03
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>71 560 288 086</b>	<b>70 117 983 115</b>	<b>61 000 000</b>	<b>70 178 983 115</b>	<b>-1 381 304 971</b>	<b>-1,93</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 54 Investissements exécutés par l'état	36 086 000 000	35 908 657 716	0	35 908 657 716	-177 342 284	-0,49
Titre 6 - 54 Transfert en capital	2 859 000 000	3 364 484 839	0	3 364 484 839	505 484 839	17,68
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>38 945 000 000</b>	<b>39 273 142 555</b>	<b>0</b>	<b>39 273 142 555</b>	<b>328 142 555</b>	<b>0,84</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>110 505 288 086</b>	<b>109 391 125 670</b>	<b>61 000 000</b>	<b>109 452 125 670</b>	<b>-1 053 162 416</b>	<b>-0,95</b>
<b>Total Général Section 54</b>	<b>110 505 288 086</b>	<b>109 391 125 670</b>	<b>61 000 000</b>	<b>109 452 125 670</b>	<b>-1 053 162 416</b>	<b>-0,95</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>55 Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 164 878 260	7 760 052 060	0	7 760 052 060	6 595 173 800	566,17
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	688 235 640	4 208 593 616	19 000 000	4 227 593 616	3 539 357 976	514,27
Titre 4 - 55 Transferts courants	175 075 000	713 268 875	0	713 268 875	538 193 875	307,41
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 028 188 900</b>	<b>12 681 914 551</b>	<b>19 000 000</b>	<b>12 700 914 551</b>	<b>10 672 725 651</b>	<b>526,22</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 55 Investissements exécutés par l'état	990 000 000	7 208 060 299	0	7 208 060 299	6 218 060 299	628,09
Titre 6 - 55 Transfert en capital	425 000 000	3 013 000 000	0	3 013 000 000	2 588 000 000	608,94
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1 415 000 000</b>	<b>10 221 060 299</b>	<b>0</b>	<b>10 221 060 299</b>	<b>8 806 060 299</b>	<b>622,34</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 443 188 900</b>	<b>22 902 974 850</b>	<b>19 000 000</b>	<b>22 921 974 850</b>	<b>19 478 785 950</b>	<b>565,72</b>
<b>Total Général Section 55</b>	<b>3 443 188 900</b>	<b>22 902 974 850</b>	<b>19 000 000</b>	<b>22 921 974 850</b>	<b>19 478 785 950</b>	<b>565,72</b>
<b>56 Ministère de l'Écologie et de la Protection de la Nature</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 856 152 480	3 932 511 480	0	3 932 511 480	76 359 000	1,98
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	2 917 381 180	2 111 871 306	42 000 000	2 153 871 306	-763 509 874	-26,17
Titre 4 - 56 Transferts courants	368 122 800	535 009 278	0	535 009 278	166 886 478	45,33
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>7 141 656 460</b>	<b>6 579 392 064</b>	<b>42 000 000</b>	<b>6 621 392 064</b>	<b>-520 264 396</b>	<b>-7,28</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 56 Investissements exécutés par l'état	18 591 000 000	22 769 966 053	0	22 769 966 053	4 178 966 053	22,48
Titre 6 - 56 Transfert en capital	4 300 000 000	4 350 000 000	0	4 350 000 000	50 000 000	1,16
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>22 891 000 000</b>	<b>27 119 966 053</b>	<b>0</b>	<b>27 119 966 053</b>	<b>4 228 966 053</b>	<b>18,47</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>30 032 656 460</b>	<b>33 699 358 117</b>	<b>42 000 000</b>	<b>33 741 358 117</b>	<b>3 708 701 657</b>	<b>12,35</b>
<b>Total Général Section 56</b>	<b>30 032 656 460</b>	<b>33 699 358 117</b>	<b>42 000 000</b>	<b>33 741 358 117</b>	<b>3 708 701 657</b>	<b>12,35</b>
<b>57</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	607 447 020	93 156 160	0	93 156 160	-514 290 860	-84,66
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	260 576 580	85 650 941	0	85 650 941	-174 925 639	-67,13
Titre 4 - 57 Transferts courants	342 528 000	121 867 200	0	121 867 200	-220 660 800	-64,42
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 210 551 600</b>	<b>300 674 301</b>	<b>0</b>	<b>300 674 301</b>	<b>-909 877 299</b>	<b>-75,16</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 57 Investissements exécutés par l'état	179 000 000	55 741 956	0	55 741 956	-123 258 044	-68,86
Titre 6 - 57 Transfert en capital	1 171 000 000	100 000 000	0	100 000 000	-1 071 000 000	-91,46
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1 350 000 000</b>	<b>155 741 956</b>	<b>0</b>	<b>155 741 956</b>	<b>-1 194 258 044</b>	<b>-88,46</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 560 551 600</b>	<b>456 416 257</b>	<b>0</b>	<b>456 416 257</b>	<b>-2 104 135 343</b>	<b>-82,18</b>
<b>Total Général Section 57</b>	<b>2 560 551 600</b>	<b>456 416 257</b>	<b>0</b>	<b>456 416 257</b>	<b>-2 104 135 343</b>	<b>-82,18</b>



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 097 815 740	1 459 211 160	0	1 459 211 160	361 395 420	32,92
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 023 861 900	719 984 331	0	719 984 331	-303 877 569	-29,68
Titre 4 - 58 Transferts courants	756 430 220	777 491 821	0	777 491 821	21 061 601	2,78
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 878 107 860</b>	<b>2 956 687 312</b>	<b>0</b>	<b>2 956 687 312</b>	<b>78 579 452</b>	<b>2,73</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 58 Investissements exécutés par l'état	5 607 000 000	7 901 961 871	30 000 000 000	37 901 961 871	32 294 961 871	575,98
Titre 6 - 58 Transfert en capital	1 423 000 000	3 488 000 000	0	3 488 000 000	2 065 000 000	145,12
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>7 030 000 000</b>	<b>11 389 961 871</b>	<b>30 000 000 000</b>	<b>41 389 961 871</b>	<b>34 359 961 871</b>	<b>488,76</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9 908 107 860</b>	<b>14 346 649 183</b>	<b>30 000 000 000</b>	<b>44 346 649 183</b>	<b>34 438 541 323</b>	<b>347,58</b>
<b>Total Général Section 58</b>	<b>9 908 107 860</b>	<b>14 346 649 183</b>	<b>30 000 000 000</b>	<b>44 346 649 183</b>	<b>34 438 541 323</b>	<b>347,58</b>
<b>59</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	8 318 695 340	1 797 459 000	0	1 797 459 000	-6 521 236 340	-78,39
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	6 116 264 000	1 829 694 637	0	1 829 694 637	-4 286 569 363	-70,08
Titre 4 - 59 Transferts courants	941 105 000	360 583 000	0	360 583 000	-580 522 000	-61,69
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>15 376 064 340</b>	<b>3 987 736 637</b>	<b>0</b>	<b>3 987 736 637</b>	<b>-11 388 327 703</b>	<b>-74,07</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 59 Investissements exécutés par l'état	7 540 000 000	2 634 783 211	0	2 634 783 211	-4 905 216 789	-65,06
Titre 6 - 59 Transfert en capital	4 104 000 000	139 000 000	0	139 000 000	-3 965 000 000	-96,61
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>11 644 000 000</b>	<b>2 773 783 211</b>	<b>0</b>	<b>2 773 783 211</b>	<b>-8 870 216 789</b>	<b>-76,18</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>27 020 064 340</b>	<b>6 761 519 848</b>	<b>0</b>	<b>6 761 519 848</b>	<b>-20 258 544 492</b>	<b>-74,98</b>
<b>Total Général Section 59</b>	<b>27 020 064 340</b>	<b>6 761 519 848</b>	<b>0</b>	<b>6 761 519 848</b>	<b>-20 258 544 492</b>	<b>-74,98</b>
<b>60 Charges non Réparties</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	51 854 202 214	51 741 382 914	6 500 000 000	58 241 382 914	6 387 180 700	12,32
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	96 722 528 744	81 717 664 265	0	81 717 664 265	-15 004 864 479	-15,51
Titre 4 - 60 Transferts courants	111 646 613 250	110 099 527 777	38 000 000 000	148 099 527 777	36 452 914 527	32,65
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>260 223 344 208</b>	<b>243 558 574 956</b>	<b>44 500 000 000</b>	<b>288 058 574 956</b>	<b>27 835 230 748</b>	<b>10,70</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>260 223 344 208</b>	<b>243 558 574 956</b>	<b>44 500 000 000</b>	<b>288 058 574 956</b>	<b>27 815 230 784</b>	<b>10,70</b>
<b>Total Général Section 60</b>	<b>260 223 344 208</b>	<b>243 558 574 956</b>	<b>44 500 000 000</b>	<b>288 058 574 956</b>	<b>27 815 230 784</b>	<b>10,70</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>62 Min Elevage</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 691 004 300	1 691 004 300	0	1 691 004 300	0	0,0
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	511 198 680	387 680 413	33 000 000	420 680 413	-90 518 267	-17,71
Titre 4 - 62 Transferts courants	204 595 820	204 595 820	0	204 595 820	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 406 798 800</b>	<b>2 283 280 533</b>	<b>33 000 000</b>	<b>2 316 280 533</b>	<b>-90 518 267</b>	<b>-3,76</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 62 Investissements exécutés par l'état	6 399 000 000	6 554 000 000	1 250 000 000	7 804 000 000	1 405 000 000	21,96
Titre 6 - 62 Transfert en capital	763 000 000	568 000 000	0	568 000 000	-195 000 000	-25,56
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>7 162 000 000</b>	<b>7 122 000 000</b>	<b>1 250 000 000</b>	<b>8 372 000 000</b>	<b>1 210 000 000</b>	<b>16,89</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9 568 798 800</b>	<b>9 405 280 533</b>	<b>1 283 000 000</b>	<b>10 688 280 533</b>	<b>1 119 481 733</b>	<b>11,70</b>
<b>Total Général Section 62</b>	<b>9 568 798 800</b>	<b>9 405 280 533</b>	<b>1 283 000 000</b>	<b>10 688 280 533</b>	<b>1 119 481 733</b>	<b>11,70</b>
<b>63 Ministère de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	298 820 060	298 820 060	0	298 820 060	0	0,0
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	494 859 420	765 224 653	0	765 224 653	270 365 233	54,63
Titre 4 - 63 Transferts courants	921 370 000	981 523 400	0	981 523 400	60 153 400	6,53
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 715 049 480</b>	<b>2 045 568 113</b>	<b>0</b>	<b>2 045 568 113</b>	<b>330 518 633</b>	<b>19,27</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 63 Investissements exécutés par l'état	1 665 000 000	1 665 000 000	0	1 665 000 000	0	0,0
Titre 6 - 63 Transfert en capital	7 700 000 000	7 700 000 000	0	7 700 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9 365 000 000</b>	<b>9 365 000 000</b>	<b>0</b>	<b>9 365 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>11 080 049 480</b>	<b>11 410 568 113</b>	<b>0</b>	<b>11 410 568 113</b>	<b>330 518 633</b>	<b>2,98</b>
<b>Total Général Section 63</b>	<b>11 080 049 480</b>	<b>11 410 568 113</b>	<b>0</b>	<b>11 410 568 113</b>	<b>330 518 633</b>	<b>2,98</b>
<b>64</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	244 908 100	133 849 180	0	133 849 180	-111 058 920	-45,35
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	145 852 940	36 807 441	0	36 807 441	-109 045 499	-74,76
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>390 761 040</b>	<b>170 656 621</b>	<b>0</b>	<b>170 656 621</b>	<b>-220 104 419</b>	<b>-56,33</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 64 Investissements exécutés par l'état	3 510 000 000	1 985 060 805	0	1 985 060 805	-1 524 939 195	-43,45
Titre 6 - 64 Transfert en capital	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>3 510 000 000</b>	<b>1 985 060 805</b>	<b>0</b>	<b>1 985 060 805</b>	<b>-1 524 939 195</b>	<b>-43,45</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 900 761 040</b>	<b>2 155 717 426</b>	<b>0</b>	<b>2 155 717 426</b>	<b>-1 745 043 614</b>	<b>-44,74</b>
<b>Total Général Section 64</b>	<b>3 900 761 040</b>	<b>2 155 717 426</b>	<b>0</b>	<b>2 155 717 426</b>	<b>-1 745 043 614</b>	<b>-44,74</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 396 277 900	1 396 277 900	0	1 396 277 900	0	0,0
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	375 088 800	393 783 078	29 000 000	422 783 078	47 694 278	12,72
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 386 815 260	17 425 710 000	0	17 425 710 000	-961 105 260	-5,23
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>20 158 181 960</b>	<b>19 215 770 978</b>	<b>29 000 000</b>	<b>19 244 770 978</b>	<b>-913 410 982</b>	<b>-4,53</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 65 Investissements exécutés par l'état	22 238 000 000	22 478 000 000	0	22 478 000 000	240 000 000	1,08
Titre 6 - 65 Transfert en capital	13 600 000 000	16 260 000 000	0	16 260 000 000	2 660 000 000	19,56
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>35 838 000 000</b>	<b>38 738 000 000</b>	<b>0</b>	<b>38 738 000 000</b>	<b>2 900 000 000</b>	<b>8,09</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>55 996 181 960</b>	<b>57 953 770 978</b>	<b>29 000 000</b>	<b>57 982 770 978</b>	<b>1 986 589 018</b>	<b>3,55</b>
<b>Total Général Section 65</b>	<b>55 996 181 960</b>	<b>57 953 770 978</b>	<b>29 000 000</b>	<b>57 982 770 978</b>	<b>1 986 589 018</b>	<b>3,55</b>
<b>66</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	602 927 820	425 344 740	0	425 344 740	-177 583 080	-29,45
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	193 451 040	31 662 305	0	31 662 305	-161 788 735	-83,63
Titre 4 - 66 Transferts courants	140 060 000	0	0	0	-140 060 000	-100,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>936 438 860</b>	<b>457 007 045</b>	<b>0</b>	<b>457 007 045</b>	<b>-479 431 815</b>	<b>-51,20</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 66 Investissements exécutés par l'état	1 780 000 000	1 194 425 208	0	1 194 425 208	-585 574 792	-32,90
Titre 6 - 66 Transfert en capital	6 852 000 000	100 000 000	0	100 000 000	-6 752 000 000	-98,54
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>8 632 000 000</b>	<b>1 294 425 208</b>	<b>0</b>	<b>1 294 425 208</b>	<b>-7 337 574 792</b>	<b>-85,00</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9 568 438 860</b>	<b>1 751 432 253</b>	<b>0</b>	<b>1 751 432 253</b>	<b>-7 817 006 607</b>	<b>-81,70</b>
<b>Total Général Section 66</b>	<b>9 568 438 860</b>	<b>1 751 432 253</b>	<b>0</b>	<b>1 751 432 253</b>	<b>-7 817 006 607</b>	<b>-81,70</b>
<b>67</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	86 101 200	32 872 800	0	32 872 800	-53 228 400	-61,82
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	147 080 500	5 322 416	0	5 322 416	-141 758 084	-96,38
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>233 181 700</b>	<b>38 195 216</b>	<b>0</b>	<b>38 195 216</b>	<b>-194 986 484</b>	<b>-83,62</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 67 Investissements exécutés par l'état	2 950 000 000	559 182 491	0	559 182 491	-2 390 817 509	-81,04
Titre 6 - 67 Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	-250 000 000	-100,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>3 200 000 000</b>	<b>559 182 491</b>	<b>0</b>	<b>559 182 491</b>	<b>-2 640 817 509</b>	<b>-82,53</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 433 181 700</b>	<b>597 377 707</b>	<b>0</b>	<b>597 377 707</b>	<b>-2 835 803 993</b>	<b>-82,60</b>
<b>Total Général Section 67</b>	<b>3 433 181 700</b>	<b>597 377 707</b>	<b>0</b>	<b>597 377 707</b>	<b>-2 835 803 993</b>	<b>-82,60</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	0	608 998 080	0	608 998 080	608 998 080	
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	0	110 538 858	65 316 000	175 854 858	175 854 858	
Titre 4 - 68 Transferts courants	0	54 153 682	0	54 153 682	54 153 682	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>773 690 620</b>	<b>65 316 000</b>	<b>839 006 620</b>	<b>839 006 620</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 68 Investissements exécutés par l'état	0	17 527 215 905	0	17 527 215 905	17 527 215 905	
Titre 6 - 68 Transfert en capital	0	8 869 000 000	0	8 869 000 000	8 869 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>26 396 215 905</b>	<b>0</b>	<b>26 396 215 905</b>	<b>26 396 215 905</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>27 169 906 525</b>	<b>65 316 000</b>	<b>27 235 222 525</b>	<b>27 235 222 525</b>	
<b>Total Général Section 68</b>	<b>0</b>	<b>27 169 906 525</b>	<b>65 316 000</b>	<b>27 235 222 525</b>	<b>27 235 222 525</b>	
<b>72</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	169 768 000	93 409 000	0	93 409 000	-76 359 000	-44,98
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	187 486 620	42 813 317	0	42 813 317	-144 673 303	-77,16
Titre 4 - 72 Transferts courants	416 066 560	140 000 000	0	140 000 000	-276 066 560	-66,35
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>773 321 180</b>	<b>276 222 317</b>	<b>0</b>	<b>276 222 317</b>	<b>-497 098 863</b>	<b>-64,28</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 72 Investissements exécutés par l'état	4 444 130 000	265 163 947	0	265 163 947	-4 178 966 053	-94,03
Titre 6 - 72 Transfert en capital	1 045 000 000	995 000 000	0	995 000 000	-50 000 000	-4,78
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>5 489 130 000</b>	<b>1 260 163 947</b>	<b>0</b>	<b>1 260 163 947</b>	<b>-4 228 966 053</b>	<b>-77,04</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6 262 451 180</b>	<b>1 536 386 264</b>	<b>0</b>	<b>1 536 386 264</b>	<b>-4 726 064 916</b>	<b>-75,47</b>
<b>Total Général Section 72</b>	<b>6 262 451 180</b>	<b>1 536 386 264</b>	<b>0</b>	<b>1 536 386 264</b>	<b>-4 726 064 916</b>	<b>-75,47</b>
<b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 031 010 300	2 031 010 300	0	2 031 010 300	0	0,0
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 729 117 000	2 023 820 929	42 000 000	2 065 820 929	-663 296 071	-24,30
Titre 4 - 75 Transferts courants	80 299 708 000	79 968 748 400	0	79 968 748 400	-330 959 600	-0,41
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>85 059 835 300</b>	<b>84 023 579 629</b>	<b>42 000 000</b>	<b>84 065 579 629</b>	<b>-994 255 671</b>	<b>-1,17</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 75 Investissements exécutés par l'état	9 368 000 000	9 368 000 000	0	9 368 000 000	0	0,0
Titre 6 - 75 Transfert en capital	7 886 000 000	7 886 000 000	0	7 886 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>17 254 000 000</b>	<b>17 254 000 000</b>	<b>0</b>	<b>17 254 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>102 313 835 300</b>	<b>101 277 579 629</b>	<b>42 000 000</b>	<b>101 319 579 629</b>	<b>-994 255 671</b>	<b>-0,97</b>
<b>Total Général Section 75</b>	<b>102 313 835 300</b>	<b>101 277 579 629</b>	<b>42 000 000</b>	<b>101 319 579 629</b>	<b>-994 255 671</b>	<b>-0,97</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>77</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 77 Dépenses de personnel	450 057 780	110 977 000	0	110 977 000	-339 080 780	-75,34
Titre 3 - 77 Dépenses de fonctionnement	231 668 000	0	0	0	-231 668 000	-100,0
Titre 4 - 77 Transferts courants	596 464 000	0	0	0	-596 464 000	-100,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 278 189 780</b>	<b>110 977 000</b>	<b>0</b>	<b>110 977 000</b>	<b>-1 167 212 780</b>	<b>-91,32</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 77 Investissements exécutés par l'état	388 000 000	41 879 173	0	41 879 173	-346 120 827	-89,21
Titre 6 - 77 Transfert en capital	730 000 000	0	0	0	-730 000 000	-100,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1 118 000 000</b>	<b>41 879 173</b>	<b>0</b>	<b>41 879 173</b>	<b>-1 076 120 827</b>	<b>-96,25</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 396 189 780</b>	<b>152 856 173</b>	<b>0</b>	<b>152 856 173</b>	<b>-2 243 333 607</b>	<b>-93,62</b>
<b>Total Général Section 77</b>	<b>2 396 189 780</b>	<b>152 856 173</b>	<b>0</b>	<b>152 856 173</b>	<b>-2 243 333 607</b>	<b>-93,62</b>
<b>78</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 78 Dépenses de personnel	622 184 660	79 895 000	0	79 895 000	-542 289 660	-87,16
Titre 3 - 78 Dépenses de fonctionnement	16 208 112 000	2 875 599 880	0	2 875 599 880	-13 332 512 120	-82,26
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>16 830 296 660</b>	<b>2 955 494 880</b>	<b>0</b>	<b>2 955 494 880</b>	<b>-13 874 801 780</b>	<b>-82,44</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 78 Investissements exécutés par l'état	0	581 093 050	0	581 093 050	581 093 050	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>581 093 050</b>	<b>0</b>	<b>581 093 050</b>	<b>581 093 050</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>16 830 296 660</b>	<b>3 536 587 930</b>	<b>0</b>	<b>3 536 587 930</b>	<b>-13 293 708 730</b>	<b>-78,99</b>
<b>Total Général Section 78</b>	<b>16 830 296 660</b>	<b>3 536 587 930</b>	<b>0</b>	<b>3 536 587 930</b>	<b>-13 293 708 730</b>	<b>-78,99</b>
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>	<b>2 344 786 000 000</b>	<b>2 313 419 871 000</b>	<b>138 706 129 000</b>	<b>2 452 126 000 000</b>	<b>107 340 000 000</b>	<b>4,58</b>

**IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES**

**TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

En millions de francs

LIBELLES	LFI 2012	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE2012			ECART	
		SERVICES	MESURES	TOTAL	Val. Absolue	Val. Relat.
		VOTES	NOUVELLES		LFR/LFI	%
<b>DEPENSES</b>						
<b>ORDINAIRES</b>						
TITRE 1 dette publique	347 880	356 710	0	356 710	8 830	2,54%
TITRE 2 personnel	443 500	443 500	6 500	450 000	6 500	1,47%
TITRE 3 achat biens et services	345 796	313 052	756	313 808	-31 988	-9,25%
TITRE 4 Transfert	298 704	294 942	38 050	332 992	34 288	11,48%
<b>TOTAL</b>						
<b>DEP. ORDINAIRES</b>	<b>1 435 880</b>	<b>1 408 204</b>	<b>45 306</b>	<b>1 453 510</b>	<b>17 630</b>	<b>1,23%</b>
dont Titre 3,4 =	644 500	607 994	38 806	646 800	2 300	0,36%
TITRE 5,6 Investissements	<b>830 990</b>	<b>920 700</b>	<b>0</b>	<b>920 700</b>	<b>89 710</b>	<b>10,80%</b>
INTERIEURES	507 990	504 300	0	504 300	-3 690	-0,73%
EXTERIEUR	323 000	416 400	0	416 400	93 400	28,92%
<b>TOTAL</b>						
<b>DEP ORD. + DEP CAP</b>	<b>2 266 870</b>	<b>2 328 904</b>	<b>45 306</b>	<b>2 374 210</b>	<b>107 340</b>	<b>4,74%</b>

**VI - DEFICIT BUDGETAIRE STANDARD**

**TABLEAU VI**  
**DEFICIT BUDGETAIRE STANDARD**

	<b>LF 2012</b>		<b>% PIB</b>
<b>Ressources</b>	<b>1712,3</b>		<b>23,64%</b>
Recettes ordinaires hors dons	<b>1461,4</b>		
recettes fiscales		1366,4	
impôts indirects			
impôts directs			
recettes non fiscales		95,0	
revenu du domaine et de l'entreprise			
produits financiers			
autres recettes non fiscales			
FSE	<b>35,4</b>		
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocedés)	20,0		
Dons budgétaires	31,7		
EU			
Canada			
Pays Bas			
Espagne			
UEMOA			
Recettes externes	<b>163,8</b>		
Tirage sur subvention		163,8	
<b>Charges</b>	<b>2175,3</b>		<b>30,03%</b>
Dette publique (intérêt + commissions)	110,4		
Intérêts et commission dette intérieure		57,4	
Intérêts et commission dette extérieure		53,0	
Dépenses de personnel	450,0		
Autres dépenses courantes	689,8		
Dépenses de fonctionnement		377,8	
Dépenses de Transfert		333	
Dépenses en capital sur ressources internes	504,3		
Dépenses en capital sur ressources externes	408,8		
Prêts rétrocedés	12,0		
		26,0	
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-463,0</b>		<b>-6,39%</b>
<b>PIB</b>			<b>7244,0</b>

## **D - PROJET DE LOI**

**ARTICLE PREMIER :** *Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2011-20 du 13 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012, sont abrogées et remplacées par les suivantes :*

#### **A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**ARTICLE PREMIER :** *II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2012, à la somme de 1.913.200.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative 2012, à la somme de 416.400.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*IV – Les ressources totales du budget général sont prévues à 2.329.600.000.000 francs CFA.*

#### **B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

**ARTICLE 2 :** *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2012, à la somme de 2.374.210.000.000 francs CFA conformément à l'annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »*

#### **C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

##### **ARTICLE 3 :**

*I - Pour l'année 2012, les ressources évaluées dans l'annexe 1 de la présente loi de finances rectificative, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants ci-après :*

En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
<b>1 - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
A 1 - Recettes internes		A1 Dépenses sur recettes internes		
A 1 -1 Recettes				
Recettes fiscales	1 366 400	Dettes publiques	356 710	
Recettes non fiscales	95 000	Dépenses de personnel	450 000	
Recettes Exceptionnelles	59 900	Autres dépenses courantes	646 800	
Remboursements Prêts et avances	3 000	Dépenses en capital sur ressources internes	504 300	
Dons budgétaires	31 700			
<b>Total recettes</b>	<b>1 556 000</b>	<b>Total dépenses sur recettes internes</b>	<b>1 957 810</b>	<b>-401 810</b>
A 1-2 - Emprunts				
Emprunts	357 200			
<b>Total emprunts</b>	<b>357 200</b>			
<b>Total A = (A-1-1 + A 1-2)</b>	<b>1 913 200</b>	<b>Total A = (A1)</b>	<b>1 957 810</b>	<b>-44 610</b>
<b>B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
B - Recettes externes				
Tirage Dons et emprunts	416 400	Dépenses en capital sur ressources externes	416 400	
<b>Total B</b>	<b>416 400</b>	<b>Total B</b>	<b>416 400</b>	
<b>TOTAL I= (A + B)</b>	<b>2 329 600</b>	<b>TOTAL I = (A + B)</b>	<b>2 374 210</b>	<b>-44 610</b>
<b>2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Recettes	77 916	Dépenses	77 916	
<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 407 516</b>	<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 452 126</b>	<b>-44 610</b>

II. – Pour l'année 2012, Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons, au nom de l'Etat du Sénégal, pour un montant global de 917.300.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

## DEUXIEME PARTIE :

### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

#### A – BUDGET GENERAL

##### A-1 DEPENSES ORDINAIRES

**ARTICLE 4 :** *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1.408.203.871.000 francs CFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :*

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	356 710 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	443 500 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	313 052 229 168 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	294 941 641 832 francs CFA

**ARTICLE 5 :** *Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 45.306.129.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	6 500 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	756 316 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	38 049 813 000 francs CFA

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.*

##### A-2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

**ARTICLE 6 :** I – *Il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 504 300 000 000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	129 596 634 000 francs CFA
- Titre 6: Tranfert en capital	374 703 366 000 francs CFA

II – *Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 4 474 905 000 000 francs CFA.*

*Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.*

**ARTICLE 7 : I** – Pour la loi de finances rectificative pour l'année 2012, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 416 400 000 000 francs CFA ainsi réparties :

- Emprunts	252 400 000 000 francs CFA
- Subventions	164 000 000 000 francs CFA

II – les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2 974 035 000 000 de francs CFA.

Ces financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

**ARTICLE 2 :** Les dispositions de la loi n° 2011-20 du 13 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012 sont complétées par un article 20 ainsi libellé :

**ARTICLE 20 :** Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2011- 1873 du 18 novembre 2011, 2012- 95 du 11 janvier 2012, 2012- 96 du 11 janvier 2012, 2012- 198 du 31 janvier 2012, 2012- 234 du 02 février 2012 ; 2012- 255 du 08 février 2012 ; 2012- 256 du 08 février 2012, 2012- 292 du 22 février 2012, 2012- 293 du 22 février 2012, 2012- 305 du 23 février 2012, 201- 376 du 27 mars 2012, 2012- 406 du 28 mars 2012, 2012- 449 du 12 avril 2012 portant ouverture de crédits à titre d'avances.

## *Annexes*

**ANNEXE 1****Prévisions des ressources par article, paragraphe et ligne**

En milliers de francs CFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 30 AVRIL 2012	PREVISIONS LFR 2012	ECART: LFR/LFI	ECART en %
<b>ARTICLE 71- RECETTES FISCALES</b>					
<b>Paragraphe 0711 -</b> Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	134 500 000	65 900 000	136 000 000	1 500 000	1,12%
<b>Paragraphe 0712 -</b> Impôts sur les salaires et autres rémunérations	239 100 000	87 700 000	239 700 000	600 000	0,25%
<b>Paragraphe 0713 -</b> Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	25 900 000	0	25 600 000	-300 000	-1,16%
<b>Paragraphe 0714 -</b> Autres impôts directs (dont CGU)	600 000	0	0	-600 000	-100,00%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS</b>	<b>400 100 000</b>	<b>153 600 000</b>	<b>401 300 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>0,30%</b>
<b>Paragraphe 0715 -</b> Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	733 700 000	193 600 000	691 700 000	-42 000 000	-5,72%
<b>Paragraphe 0716 -</b> Droits de timbre et d'enregistrement	33 100 000	19 400 000	32 900 000	-200 000	-0,60%
<b>Paragraphe 0717 -</b> Droits et taxes à l'importation	204 000 000	54 600 000	207 000 000	3 000 000	1,47%
<b>Paragraphe 0719 -</b> Autres recettes fiscales****	46 100 000	5 800 000	33 500 000	-12 600 000	-27,33%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS</b>	<b>1 016 900 000</b>	<b>273 400 000</b>	<b>965 100 000</b>	<b>-51 800 000</b>	<b>-5,09%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>1 417 000 000</b>	<b>427 000 000</b>	<b>1 366 400 000</b>	<b>-50 600 000</b>	<b>-3,57%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>Paragraphe 0721 -</b> Revenu de l'Entreprise et du Domaine	18 600 000	3 500 000	19 600 000	1 000 000	5,38%
<b>Paragraphe 0722 -</b> Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 0723 -</b> Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 0724 -</b> Produits financiers	27 000 000	1 100 000	28 000 000	1 000 000	3,70%
<b>Paragraphe 0729 -</b> Autres recettes non fiscales	52 200 000	3 100 000	47 200 000	-5 000 000	-9,58%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>98 000 000</b>	<b>7 700 000</b>	<b>95 000 000</b>	<b>-3 000 000</b>	<b>-3,06%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>1 515 000 000</b>	<b>434 700 000</b>	<b>1 461 400 000</b>	<b>-53 600 000</b>	<b>-3,54%</b>
074 - DONS PROGRAMMES	19 000 000	0	31 700 000	12 700 000	66,84%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	60 000 000	0	59 900 000	-100 000	-0,17%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 30 AVRIL 2012	PREVISIONS LFR 2012	ECART: LFR/LFI	ECART en %
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	115 000 000	60 037 000	135 000 000	20 000 000	17,39%
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	25 000 000	0	106 600 000	81 600 000	326,40%
017 AUTRES EMPRUNTS****	206 870 000	76 592 000	160 210 000	-46 660 000	-22,56%
Total emprunts	346 870 000	136 629 000	401 810 000	54 940 000	15,84%
<b>emprunts hors financement déficit</b>	<b>301 370 000</b>		<b>357 200 000</b>	<b>55 830 000</b>	<b>18,53%</b>
<b>TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17</b>	<b>428 870 000</b>	<b>136 629 000</b>	<b>496 410 000</b>	<b>67 540 000</b>	<b>15,75%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)</b>	<b>1 943 870 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>1 957 810 000</b>	<b>13 940 000</b>	<b>0,72%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	126 800 000	0	164 300 000	37 500 000	29,57%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	196 200 000	0	252 100 000	55 900 000	28,49%
<b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)</b>	<b>323 000 000</b>	<b>0</b>	<b>416 400 000</b>	<b>93 400 000</b>	<b>28,92%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 266 870 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>2 374 210 000</b>	<b>107 340 000</b>	<b>4,74%</b>
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	77 916 000		77 916 000	0	0,00%
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST) y compris financement déficit</b>	<b>2 344 786 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>2 452 126 000</b>	<b>107 340 000</b>	<b>4,58%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN (BG+CST) HORS FINANCEMENT DU DEFICIT</b>	<b>2 299 286 000</b>		<b>2 407 516 000</b>	<b>108 230 000</b>	<b>4,71%</b>
FONDS DE SOUTIEN A L'ENERGIE	28 000 000		35 400 000	7 400 000	26,43%
<b>TOTAL RESSOURCES Y COMPRIS FSE</b>	<b>2 372 786 000</b>	<b>571 329 000</b>	<b>2 487 526 000</b>	<b>114 740 000</b>	<b>4,84%</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>10 Dette Publique</b>		
<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
<b>Dette Publique</b>		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	347 880 000 000	356 710 000 000
<b>Total Dette Publique</b>	<b>347 880 000 000</b>	<b>356 710 000 000</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>347 880 000 000</b>	<b>356 710 000 000</b>
<b>Total Général Section 10</b>	<b>347 880 000 000</b>	<b>356 710 000 000</b>
<b>21 Présidence de la République</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 114 615 620	4 285 565 760
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	10 045 999 000	8 118 060 952
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 481 728 000	21 714 196 312
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>28 642 342 620</b>	<b>34 117 823 024</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>28 642 342 620</b>	<b>34 117 823 024</b>
<b>Total Général Section 21</b>	<b>28 642 342 620</b>	<b>34 117 823 024</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	7 857 863 800	7 857 863 800
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 108 345 000	9 353 345 000
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>15 057 369 800</b>	<b>17 302 369 800</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>15 057 369 800</b>	<b>17 302 369 800</b>
<b>Total Général Section 22</b>	<b>15 057 369 800</b>	<b>17 302 369 800</b>
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	2 050 000 000
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 300 983 000	2 300 983 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>4 350 983 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>4 350 983 000</b>
<b>Total Général Section 23</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>4 350 983 000</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>24 Conseil Economique et Social</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	2 168 400 000	2 168 400 000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	4 383 464 000	4 383 464 000
Titre 4 - 24 Transferts courants	47 087 000	47 087 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>6 598 951 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>6 598 951 000</b>
<b>Total Général Section 24</b>	<b>6 598 951 000</b>	<b>6 598 951 000</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	132 285 400	132 285 400
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	108 370 000	338 370 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>240 655 400</b>	<b>470 655 400</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>240 655 400</b>	<b>470 655 400</b>
<b>Total Général Section 25</b>	<b>240 655 400</b>	<b>470 655 400</b>
<b>27 Cour Suprême</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	683 864 000	683 864 000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 601 797 000</b>	<b>1 601 797 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 601 797 000</b>	<b>1 601 797 000</b>
<b>Total Général Section 27</b>	<b>1 601 797 000</b>	<b>1 601 797 000</b>
<b>28 Cour des Comptes</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	755 375 760	755 375 760
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	253 952 000	253 952 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 009 327 760</b>	<b>1 009 327 760</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 009 327 760</b>	<b>1 009 327 760</b>
<b>Total Général Section 28</b>	<b>1 009 327 760</b>	<b>1 009 327 760</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>29 SENAT</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 562 777 000	3 562 777 000
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	3 422 073 000	3 422 073 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>6 984 850 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>6 984 850 000</b>
<b>Total Général Section 29</b>	<b>6 984 850 000</b>	<b>6 984 850 000</b>
<b>30 Primature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 292 853 640	1 292 853 640
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 287 600 090	2 522 631 361
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 618 415 000	3 767 849 700
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>9 198 868 730</b>	<b>7 583 334 701</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9 198 868 730</b>	<b>7 583 334 701</b>
<b>Total Général Section 30</b>	<b>9 198 868 730</b>	<b>7 583 334 701</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	18 751 181 460	18 850 545 540
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 316 726 880	11 867 683 970
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 169 820 000	3 035 084 683
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>36 237 728 340</b>	<b>33 753 314 193</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>36 237 728 340</b>	<b>33 753 314 193</b>
<b>Total Général Section 31</b>	<b>36 237 728 340</b>	<b>33 753 314 193</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	62 322 322 980	62 322 322 980
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	22 179 068 000	21 040 401 638
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 249 687 000	2 130 918 230
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>86 751 077 980</b>	<b>85 493 642 848</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>86 751 077 980</b>	<b>85 493 642 848</b>
<b>Total Général Section 32</b>	<b>86 751 077 980</b>	<b>85 493 642 848</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	24 431 937 400	24 974 227 060
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	4 604 940 280	10 650 341 301
Titre 4 - 33 Transferts courants	8 000 000 000	6 192 279 236
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>37 036 877 680</b>	<b>41 816 847 597</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>37 036 877 680</b>	<b>41 816 847 597</b>
<b>Total Général Section 33</b>	<b>37 036 877 680</b>	<b>41 816 847 597</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 640 937 960	16 640 937 960
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	4 801 099 000	4 837 833 074
Titre 4 - 34 Transferts courants	905 862 000	871 718 250
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>22 347 898 960</b>	<b>22 350 489 284</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>22 347 898 960</b>	<b>22 350 489 284</b>
<b>Total Général Section 34</b>	<b>22 347 898 960</b>	<b>22 350 489 284</b>
<b>35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	814 100 940	1 462 394 480
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	345 025 380	286 890 798
Titre 4 - 35 Transferts courants	873 870 060	955 470 060
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 032 996 380</b>	<b>2 704 755 338</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 032 996 380</b>	<b>2 704 755 338</b>
<b>Total Général Section 35</b>	<b>2 032 996 380</b>	<b>2 704 755 338</b>
<b>36</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	120 719 080	96 205 080
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	214 739 820	90 720 325
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>335 458 900</b>	<b>186 925 405</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>335 458 900</b>	<b>186 925 405</b>
<b>Total Général Section 36</b>	<b>335 458 900</b>	<b>186 925 405</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>37</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	923 821 680	226 104 680
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	168 926 520	30 950 912
Titre 4 - 37 Transferts courants	204 920 000	75 000 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 297 668 200</b>	<b>332 055 592</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 297 668 200</b>	<b>332 055 592</b>
<b>Total Général Section 37</b>	<b>1 297 668 200</b>	<b>332 055 592</b>
<b>39</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	181 235 260	81 871 180
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	283 386 000	200 475 941
Titre 4 - 39 Transferts courants	40 813 860	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>505 435 120</b>	<b>282 347 121</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>505 435 120</b>	<b>282 347 121</b>
<b>Total Général Section 39</b>	<b>505 435 120</b>	<b>282 347 121</b>
<b>40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 441 340 080	1 441 340 080
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	470 970 060	317 628 454
Titre 4 - 40 Transferts courants	153 447 100	124 690 502
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 065 757 240</b>	<b>1 883 659 036</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 065 757 240</b>	<b>1 883 659 036</b>
<b>Total Général Section 40</b>	<b>2 065 757 240</b>	<b>1 883 659 036</b>
<b>41 Ministère des Infrastructures et des Transports</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	805 473 200	926 283 280
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	511 960 020	421 601 213
Titre 4 - 41 Transferts courants	322 564 740	154 053 910
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 639 997 960</b>	<b>1 501 938 403</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 639 997 960</b>	<b>1 501 938 403</b>
<b>Total Général Section 41</b>	<b>1 639 997 960</b>	<b>1 501 938 403</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 420 438 660	2 420 438 660
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	995 622 080	708 836 153
Titre 4 - 42 Transferts courants	5 472 126 100	5 022 608 005
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>8 888 186 840</b>	<b>8 151 882 818</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>8 888 186 840</b>	<b>8 151 882 818</b>
<b>Total Général Section 42</b>	<b>8 888 186 840</b>	<b>8 151 882 818</b>
<b>43 Ministère de l'Économie et des Finances</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 968 461 460	17 981 061 460
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7 367 019 556	6 923 035 639
Titre 4 - 43 Transferts courants	4 224 441 040	4 053 698 151
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>29 559 922 056</b>	<b>28 957 795 250</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>29 559 922 056</b>	<b>28 957 795 250</b>
<b>Total Général Section 43</b>	<b>29 559 922 056</b>	<b>28 957 795 250</b>
<b>44 Ministère de l'Énergie et des Mines</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	521 749 520	526 304 860
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	204 205 600	160 408 236
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 385 568 460	317 360 309
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 111 523 580</b>	<b>1 004 073 405</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 111 523 580</b>	<b>1 004 073 405</b>
<b>Total Général Section 44</b>	<b>2 111 523 580</b>	<b>1 004 073 405</b>
<b>45 Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 292 194 380	1 558 877 900
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	365 235 880	344 245 976
Titre 4 - 45 Transferts courants	970 106 320	1 654 554 733
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 627 536 580</b>	<b>3 557 678 609</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 627 536 580</b>	<b>3 557 678 609</b>
<b>Total Général Section 45</b>	<b>2 627 536 580</b>	<b>3 557 678 609</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 737 297 360	1 246 985 220
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	574 208 680	305 073 793
Titre 4 - 46 Transferts courants	316 599 120	150 161 240
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 628 105 160</b>	<b>1 702 220 253</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 628 105 160</b>	<b>1 702 220 253</b>
<b>Total Général Section 46</b>	<b>2 628 105 160</b>	<b>1 702 220 253</b>
<b>49</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	631 094 000	223 343 720
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	229 300 520	57 400 210
Titre 4 - 49 Transferts courants	478 315 240	240 526 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 338 709 760</b>	<b>521 269 930</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 338 709 760</b>	<b>521 269 930</b>
<b>Total Général Section 49</b>	<b>1 338 709 760</b>	<b>521 269 930</b>
<b>50 Ministère de l'Education Nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	158 555 980 440	158 699 013 740
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	117 385 956 000	114 160 264 534
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 487 405 000	1 536 905 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>277 429 341 440</b>	<b>274 396 183 274</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>277 429 341 440</b>	<b>274 396 183 274</b>
<b>Total Général Section 50</b>	<b>277 429 341 440</b>	<b>274 396 183 274</b>
<b>52 Ministère des Sports</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 171 173 920	1 171 173 920
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	3 540 817 080	3 342 142 226
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	819 171 250
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>5 212 266 000</b>	<b>5 332 487 396</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5 212 266 000</b>	<b>5 332 487 396</b>
<b>Total Général Section 52</b>	<b>5 212 266 000</b>	<b>5 332 487 396</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>53 Ministère de la Culture et du Tourisme</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	1 175 624 740	1 216 821 480
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	632 652 180	401 037 287
Titre 4 - 53 Transferts courants	4 309 833 380	3 392 948 908
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 118 110 300</b>	<b>5 010 807 675</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6 118 110 300</b>	<b>5 010 807 675</b>
<b>Total Général Section 53</b>	<b>6 118 110 300</b>	<b>5 010 807 675</b>
<b>54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	36 532 629 086	37 008 530 226
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 125 322 000	8 200 692 789
Titre 4 - 54 Transferts courants	24 902 337 000	24 908 760 100
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>71 560 288 086</b>	<b>70 117 983 115</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>71 560 288 086</b>	<b>70 117 983 115</b>
<b>Total Général Section 54</b>	<b>71 560 288 086</b>	<b>70 117 983 115</b>
<b>55 Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 164 878 260	7 760 052 060
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	688 235 640	4 208 593 616
Titre 4 - 55 Transferts courants	175 075 000	713 268 875
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 028 188 900</b>	<b>12 681 914 551</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 028 188 900</b>	<b>12 681 914 551</b>
<b>Total Général Section 55</b>	<b>2 028 188 900</b>	<b>12 681 914 551</b>
<b>56 Ministère de l'Ecologie et de la Protection de la Nature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 856 152 480	3 932 511 480
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	2 917 381 180	2 111 871 306
Titre 4 - 56 Transferts courants	368 122 800	535 009 278
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>7 141 656 460</b>	<b>6 579 392 064</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>7 141 656 460</b>	<b>6 579 392 064</b>
<b>Total Général Section 56</b>	<b>7 141 656 460</b>	<b>6 579 392 064</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>57</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	607 447 020	93 156 160
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	260 576 580	85 650 941
Titre 4 - 57 Transferts courants	342 528 000	121 867 200
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 210 551 600</b>	<b>300 674 301</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 210 551 600</b>	<b>300 674 301</b>
<b>Total Général Section 57</b>	<b>1 210 551 600</b>	<b>300 674 301</b>
<b>58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 097 815 740	1 459 211 160
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 023 861 900	719 984 331
Titre 4 - 58 Transferts courants	756 430 220	777 491 821
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 878 107 860</b>	<b>2 956 687 312</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 878 107 860</b>	<b>2 956 687 312</b>
<b>Total Général Section 58</b>	<b>2 878 107 860</b>	<b>2 956 687 312</b>
<b>59</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	8 318 695 340	1 797 459 000
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	6 116 264 000	1 829 694 637
Titre 4 - 59 Transferts courants	941 105 000	360 583 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>15 376 064 340</b>	<b>3 987 736 637</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>15 376 064 340</b>	<b>3 987 736 637</b>
<b>Total Général Section 59</b>	<b>15 376 064 340</b>	<b>3 987 736 637</b>
<b>60 Charges non Réparties</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	51 854 202 214	51 741 382 914
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	96 722 528 744	81 717 664 265
Titre 4 - 60 Transferts courants	111 646 613 250	110 099 527 777
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>260 223 344 208</b>	<b>243 558 574 956</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>260 223 344 208</b>	<b>243 558 574 956</b>
<b>Total Général Section 60</b>	<b>260 223 344 208</b>	<b>243 558 574 956</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>62 Min Elevage</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 691 004 300	1 691 004 300
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	511 198 680	387 680 413
Titre 4 - 62 Transferts courants	204 595 820	204 595 820
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 406 798 800</b>	<b>2 283 280 533</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 406 798 800</b>	<b>2 283 280 533</b>
<b>Total Général Section 62</b>	<b>2 406 798 800</b>	<b>2 283 280 533</b>
<b>63 Ministères de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	298 820 060	298 820 060
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	494 859 420	765 224 653
Titre 4 - 63 Transferts courants	921 370 000	981 523 400
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 715 049 480</b>	<b>2 045 568 113</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 715 049 480</b>	<b>2 045 568 113</b>
<b>Total Général Section 63</b>	<b>1 715 049 480</b>	<b>2 045 568 113</b>
<b>64</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	244 908 100	133 849 180
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	145 852 940	36 807 441
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>390 761 040</b>	<b>170 656 621</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>390 761 040</b>	<b>170 656 621</b>
<b>Total Général Section 64</b>	<b>390 761 040</b>	<b>170 656 621</b>
<b>65 Ministères de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 396 277 900	1 396 277 900
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	375 088 800	393 783 078
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 386 815 260	17 425 710 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>20 158 181 960</b>	<b>19 215 770 978</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>20 158 181 960</b>	<b>19 215 770 978</b>
<b>Total Général Section 65</b>	<b>20 158 181 960</b>	<b>19 215 770 978</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>66</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	602 927 820	425 344 740
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	193 451 040	31 662 305
Titre 4 - 66 Transferts courants	140 060 000	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>936 438 860</b>	<b>457 007 045</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>936 438 860</b>	<b>457 007 045</b>
<b>Total Général Section 66</b>	<b>936 438 860</b>	<b>457 007 045</b>
<b>67</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	86 101 200	32 872 800
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	147 080 500	5 322 416
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>233 181 700</b>	<b>38 195 216</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>233 181 700</b>	<b>38 195 216</b>
<b>Total Général Section 67</b>	<b>233 181 700</b>	<b>38 195 216</b>
<b>68 Ministères de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	0	608 998 080
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	0	110 538 858
Titre 4 - 68 Transferts courants	0	54 153 682
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>773 690 620</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>773 690 620</b>
<b>Total Général Section 68</b>	<b>0</b>	<b>773 690 620</b>
<b>72</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	169 768 000	93 409 000
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	187 486 620	42 813 317
Titre 4 - 72 Transferts courants	416 066 560	140 000 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>773 321 180</b>	<b>276 222 317</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>773 321 180</b>	<b>276 222 317</b>
<b>Total Général Section 72</b>	<b>773 321 180</b>	<b>276 222 317</b>



**ANNEXE 3 Réévaluation des services votés**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	LFR pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
<b>75 Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 031 010 300	2 031 010 300
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 729 117 000	2 023 820 929
Titre 4 - 75 Transferts courants	80 299 708 000	79 968 748 400
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>85 059 835 300</b>	<b>84 023 579 629</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>85 059 835 300</b>	<b>84 023 579 629</b>
<b>Total Général Section 75</b>	<b>85 059 835 300</b>	<b>84 023 579 629</b>
<b>77</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 77 Dépenses de personnel	450 057 780	110 977 000
Titre 3 - 77 Dépenses de fonctionnement	231 668 000	0
Titre 4 - 77 Transferts courants	596 464 000	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 278 189 780</b>	<b>110 977 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 278 189 780</b>	<b>110 977 000</b>
<b>Total Général Section 77</b>	<b>1 278 189 780</b>	<b>110 977 000</b>
<b>78</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 78 Dépenses de personnel	622 184 660	79 895 000
Titre 3 - 78 Dépenses de fonctionnement	16 208 112 000	2 875 599 880
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>16 830 296 660</b>	<b>2 955 494 880</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>16 830 296 660</b>	<b>2 955 494 880</b>
<b>Total Général Section 78</b>	<b>16 830 296 660</b>	<b>2 955 494 880</b>
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>	<b>1 435 880 000 000</b>	<b>1 408 203 871 000</b>

**ANNEXE 4 :**  
**Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre**

Section	POUV. PUBL. ET MINISTREES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
	POUVOIRS PUBLICS				
21	Présidence de la République		89 000 000		89 000 000
22	Assemblée Nationale				-
23	Commission Electorale Nationale Autonome				-
24	Conseil Economique et Social				-
25	Conseil Constitutionnel				-
27	COUR SUPREME				-
28	Cour des Comptes				-
29	SENAT				-
30	PRIMATURE		14 000 000		14 000 000
	<b>S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>-</b>	<b>103 000 000</b>	<b>-</b>	<b>103 000 000</b>
31	Ministère des Affaires Etrangères		141 000 000	40 813 000	181 813 000
32	Ministère des Forces Armées		56 000 000		56 000 000
33	Ministère de l'Intérieur		61 000 000		61 000 000
34	Ministère de la Justice		5 000 000	9 000 000	14 000 000
35	Ministère de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions				-
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes		14 000 000		14 000 000
41	Ministère des Infrastructures et des Transports				-
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural		28 000 000		28 000 000
43	Ministère de l'Economie et des Finances				-
44	Ministère de l'Energie et des Mines		14 000 000		14 000 000
45	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat		10 000 000		10 000 000
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat				-
50	Ministère de l'Education nationale				-
52	Ministère des Sports		14 000 000		14 000 000
53	Ministère de la Culture et du Tourisme		19 000 000		19 000 000
54	Ministère de la Santé et de l'Action sociale		61 000 000		61 000 000
55	Ministère de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi		19 000 000		19 000 000
56	Ministère de l'Ecologie et de la Protection de la Nature		42 000 000		42 000 000
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'entrepreneuriat Féminin				-
60	Charges non Réparties	6 500 000 000		38 000 000 000	44 500 000 000
62	Ministère de l'Elevage		33 000 000		33 000 000
63	Ministère de la communication et des Technologies de l'Information et de la Communication				-
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités locales		29 000 000		29 000 000
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		65 316 000		65 316 000
75	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche		42 000 000		42 000 000
					-
	<b>S/TOTAL MOYENS DES SERVICES</b>	<b>6 500 000 000</b>	<b>653 316 000</b>	<b>38 049 813 000</b>	<b>45 203 129 000</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 500 000 000</b>	<b>756 316 000</b>	<b>38 049 813 000</b>	<b>45 306 129 000</b>

**ANNEXE 5**

**Répartition des crédits de paiement et  
des prévisions de tirages par Pouvoir  
Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
<b>21 Présidence de la République</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	918 000	17 065 870	1 000 000	18 983 870
6 Transfert en capital	39 683 837	0	0	39 683 837
<b>Total Section:</b>	<b>40 601 837</b>	<b>17 065 870</b>	<b>1 000 000</b>	<b>58 667 707</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>				
6 Transfert en capital	750 000	0	0	750 000
<b>Total Section:</b>	<b>750 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>750 000</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>				
6 Transfert en capital	43 400	0	0	43 400
<b>Total Section:</b>	<b>43 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>43 400</b>
<b>27 Cour Suprême</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	150 000	0	0	150 000
<b>Total Section:</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>
<b>28 Cour des Comptes</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	125 000	0	0	125 000
6 Transfert en capital	3 165 303	0	0	3 165 303
<b>Total Section:</b>	<b>3 290 303</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 290 303</b>
<b>29 SENAT</b>				
6 Transfert en capital	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>30 Primature</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	550 000	2 280 000	4 050 000	6 880 000
6 Transfert en capital	4 897 000	0	0	4 897 000
<b>Total Section:</b>	<b>5 447 000</b>	<b>2 280 000</b>	<b>4 050 000</b>	<b>11 777 000</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	3 322 275	0	1 497 000	4 819 275
6 Transfert en capital	520 000	0	0	520 000
<b>Total Section:</b>	<b>3 842 275</b>	<b>0</b>	<b>1 497 000</b>	<b>5 339 275</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	11 470 000	0	0	11 470 000
6 Transfert en capital	680 000	0	0	680 000
<b>Total Section:</b>	<b>12 150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 150 000</b>
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	10 602 556	0	0	10 602 556
6 Transfert en capital	6 500 000	0	0	6 500 000
<b>Total Section:</b>	<b>17 102 556</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17 102 556</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	2 329 000	846 000	1 000 000	4 175 000
<b>Total Section:</b>	<b>2 329 000</b>	<b>846 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>4 175 000</b>
<b>35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	736 931	0	0	736 931
6 Transfert en capital	140 000	0	0	140 000
<b>Total Section:</b>	<b>876 931</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>876 931</b>

**ANNEXE 5**

**Répartition des crédits de paiement et  
des prévisions de tirages par Pouvoir  
Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
<b>36 Ministère des relations avec les institutions</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	196 161	0	0	0	196 161
<b>Total Section:</b>	<b>196 161</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>196 161</b>
<b>37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	68 545	0	0	0	68 545
6 Transfert en capital	0	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>68 545</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>68 545</b>
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	87 725	0	0	0	87 725
6 Transfert en capital	0	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>87 725</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>87 725</b>
<b>40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	4 205 000	6 500 000	1 000 000	0	11 705 000
6 Transfert en capital	2 223 200	0	0	0	2 223 200
<b>Total Section:</b>	<b>6 428 200</b>	<b>6 500 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>13 928 200</b>
<b>41 Ministère des Infrastructures et des Transports</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	692 188	121 796 000	11 818 850	0	134 307 038
6 Transfert en capital	78 861 000	0	0	0	78 861 000
<b>Total Section:</b>	<b>79 553 188</b>	<b>121 796 000</b>	<b>11 818 850</b>	<b>0</b>	<b>213 168 038</b>
<b>42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	2 948 000	25 112 000	16 026 000	0	44 086 000
6 Transfert en capital	90 795 264	0	0	0	90 795 264
<b>Total Section:</b>	<b>93 743 264</b>	<b>25 112 000</b>	<b>16 026 000</b>	<b>0</b>	<b>134 881 264</b>
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	31 730 946	0	1 096 000	0	32 826 946
6 Transfert en capital	60 953 450	0	0	0	60 953 450
<b>Total Section:</b>	<b>92 684 396</b>	<b>0</b>	<b>1 096 000</b>	<b>0</b>	<b>93 780 396</b>
<b>44 Ministère de l'Energie et des Mines</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	1 780 254	19 182 000	7 327 000	0	28 289 254
6 Transfert en capital	5 715 000	0	0	0	5 715 000
<b>Total Section:</b>	<b>7 495 254</b>	<b>19 182 000</b>	<b>7 327 000</b>	<b>0</b>	<b>34 004 254</b>
<b>45 Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	776 693	0	1 230 000	0	2 006 693
6 Transfert en capital	970 000	0	0	0	970 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 746 693</b>	<b>0</b>	<b>1 230 000</b>	<b>0</b>	<b>2 976 693</b>
<b>46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	2 167 784	3 750 000	5 250 000	0	11 167 784
6 Transfert en capital	17 326 427	0	0	0	17 326 427
<b>Total Section:</b>	<b>19 494 211</b>	<b>3 750 000</b>	<b>5 250 000</b>	<b>0</b>	<b>28 494 211</b>
<b>49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel</b>					
5 Investissements exécutés par l'état	149 420	0	0	0	149 420
6 Transfert en capital	440 000	0	0	0	440 000
<b>Total Section:</b>	<b>589 420</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>589 420</b>

**ANNEXE 5**

**Répartition des crédits de paiement et  
des prévisions de tirages par Pouvoir  
Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
<b>50 Ministère de l'Education Nationale</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	18 058 500	423 000	30 014 000	48 495 500
6 Transfert en capital	2 087 000	0	0	2 087 000
<b>Total Section:</b>	<b>20 145 500</b>	<b>423 000</b>	<b>30 014 000</b>	<b>50 582 500</b>
<b>52 Ministère des Sports</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	802 000	0	1 997 000	2 799 000
6 Transfert en capital	798 000	0	0	798 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 600 000</b>	<b>0</b>	<b>1 997 000</b>	<b>3 597 000</b>
<b>53 Ministère de la Culture et du Tourisme</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	1 127 595	500 000	285 150	1 912 745
6 Transfert en capital	1 330 000	0	0	1 330 000
<b>Total Section:</b>	<b>2 457 595</b>	<b>500 000</b>	<b>285 150</b>	<b>3 242 745</b>
<b>54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	12 134 658	7 822 000	15 952 000	35 908 658
6 Transfert en capital	3 364 485	0	0	3 364 485
<b>Total Section:</b>	<b>15 499 143</b>	<b>7 822 000</b>	<b>15 952 000</b>	<b>39 273 143</b>
<b>55 Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	3 250 060	0	3 958 000	7 208 060
6 Transfert en capital	3 013 000	0	0	3 013 000
<b>Total Section:</b>	<b>6 263 060</b>	<b>0</b>	<b>3 958 000</b>	<b>10 221 060</b>
<b>56 Ministère de l'Ecologie et de la Protection de la Nature</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	4 834 836	8 119 130	9 816 000	22 769 966
6 Transfert en capital	4 350 000	0	0	4 350 000
<b>Total Section:</b>	<b>9 184 836</b>	<b>8 119 130</b>	<b>9 816 000</b>	<b>27 119 966</b>
<b>57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	55 742	0	0	55 742
6 Transfert en capital	100 000	0	0	100 000
<b>Total Section:</b>	<b>155 742</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>155 742</b>
<b>58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	2 303 962	1 350 000	34 248 000	37 901 962
6 Transfert en capital	3 488 000	0	0	3 488 000
<b>Total Section:</b>	<b>5 791 962</b>	<b>1 350 000</b>	<b>34 248 000</b>	<b>41 389 962</b>
<b>59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	327 783	0	2 307 000	2 634 783
6 Transfert en capital	139 000	0	0	139 000
<b>Total Section:</b>	<b>466 783</b>	<b>0</b>	<b>2 307 000</b>	<b>2 773 783</b>
<b>62 Min Elevage</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	3 881 000	3 800 000	123 000	7 804 000
6 Transfert en capital	568 000	0	0	568 000
<b>Total Section:</b>	<b>4 449 000</b>	<b>3 800 000</b>	<b>123 000</b>	<b>8 372 000</b>

**ANNEXE 5**

**Répartition des crédits de paiement et  
des prévisions de tirages par Pouvoir  
Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
<b>63 Ministère de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	665 000	1 000 000	0	1 665 000
6 Transfert en capital	7 700 000	0	0	7 700 000
<b>Total Section:</b>	<b>8 365 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>9 365 000</b>
<b>64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	80 061	0	1 905 000	1 985 061
6 Transfert en capital	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>80 061</b>	<b>0</b>	<b>1 905 000</b>	<b>1 985 061</b>
<b>65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	640 000	13 484 000	8 354 000	22 478 000
6 Transfert en capital	16 260 000	0	0	16 260 000
<b>Total Section:</b>	<b>16 900 000</b>	<b>13 484 000</b>	<b>8 354 000</b>	<b>38 738 000</b>
<b>66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	74 425	1 120 000	0	1 194 425
6 Transfert en capital	100 000	0	0	100 000
<b>Total Section:</b>	<b>174 425</b>	<b>1 120 000</b>	<b>0</b>	<b>1 294 425</b>
<b>67 Ministère des Energies Renouvelables</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	59 182	500 000	0	559 182
6 Transfert en capital	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>59 182</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>559 182</b>
<b>68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	5 031 216	8 750 000	3 746 000	17 527 216
6 Transfert en capital	8 869 000	0	0	8 869 000
<b>Total Section:</b>	<b>13 900 216</b>	<b>8 750 000</b>	<b>3 746 000</b>	<b>26 396 216</b>
<b>72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	265 164	0	0	265 164
6 Transfert en capital	995 000	0	0	995 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 260 164</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 260 164</b>
<b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	368 000	9 000 000	0	9 368 000
6 Transfert en capital	7 886 000	0	0	7 886 000
<b>Total Section:</b>	<b>8 254 000</b>	<b>9 000 000</b>	<b>0</b>	<b>17 254 000</b>
<b>77 Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	41 879	0	0	41 879
6 Transfert en capital	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>41 879</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>41 879</b>
<b>78 Ministère Chargé des Elections</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	581 093	0	0	581 093
<b>Total Section:</b>	<b>581 093</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>581 093</b>
<b>Total Général:</b>	<b>504 300 000</b>	<b>252 400 000</b>	<b>164 000 000</b>	<b>920 700 000</b>

## ANNEXE 5 bis

### Financement des dépenses d'investissement

En millions de francs CFA

Titre	INTITULE DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA	CP+PT
		AP	CP	FA	PT	FA	PT		
	Investissements	4 474 905	504 300	1 701 751	252 400	1 272 284	164 000	7 448 940	920 700

**AP** = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**CP** = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**FA** = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

**PT** = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

## ANNEXE 8 bis

### SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

LIBELLES	SERVICE PREVISIONNEL LFR 2012			SERVICE PREVISIONNEL LFI 2012
	TOTAL DETTE	INT + COM	principal	
<b>Dettes extérieures</b>				
<b>Crédits multilatéraux</b>	<b>81,78</b>	<b>21,20</b>	<b>60,58</b>	<b>79,41</b>
dont BIRD/IDA/FIDA	46,19	11,96	34,23	45,05
BAD/FAD	8,15	3,25	4,90	8,11
OPEP/DADEA/BID	16,54	3,30	13,24	15,62
FMI				
Autres crédits	10,90	2,69	8,21	10,63
<b>Crédits Bilatéraux</b>	<b>73,58</b>	<b>15,57</b>	<b>58,01</b>	<b>71,93</b>
Pays de l'OCDE	48,55	8,97	39,58	48,43
Pays arabes	12,07	2,56	9,51	11,41
Autres	12,96	4,04	8,92	12,09
<b>Opérations financières</b>	<b>25,24</b>	<b>25,24</b>	<b>0,00</b>	<b>22,10</b>
Eurobond 2011	23,75	23,75	0,00	20,30
Intérêt/ tirages futurs	1,49	1,49	0,00	1,80
<b>Sous total</b>	<b>180,60</b>	<b>62,01</b>	<b>118,59</b>	<b>173,44</b>
Economies PPTE (pour mémoire)	17,86	4,73	13,13	17,78
Economies IADM pour mémoire	40,95	7,62	33,33	40,00
<b>dettes intérieures</b>				
Remboursement découvert statutaire BCEAO	8,54	0,16	8,38	8,54
Rachats DTS/FMI FMI	8,74	3,29	5,45	8,74
Dépôt KOWEITIEN	5,57	0,25	5,32	5,57
Obligations du Trésor par adjudication (émis avant 2012)	84,48	15,01	69,47	37,57
Obligations du Trésor par APE	38,93	5,94	32,99	38,93
Autres emprunts bancaires	2,36	2,36	0,00	2,36
Service prévisionnel des emprunts par adjudication de 2011				45,35
Service Prévisionnel des emprunts	26,79	26,79	0,00	26,68
CDC Fonds particuliers	0,70	0,70	0,00	0,70
<b>Sous total</b>	<b>176,11</b>	<b>54,50</b>	<b>121,61</b>	<b>174,44</b>
<b>Total général</b>	<b>356,71</b>	<b>116,51</b>	<b>240,20</b>	<b>347,88</b>